

IL A PRÉSIDÉ MARDI SOIR L'OUVERTURE OFFICIELLE
DES TRAVAUX DES ASSEMBLÉES ANNUELLES DE LA BID

NADIR LARBAOUI PLAIDE POUR UNE COOPÉRATION MULTILATÉRALE SUD-SUD

Le contexte international dans lequel se tiennent ces Assemblées annuelles faisait de l'action commune de développement dans le cadre multilatéral, notamment Sud-Sud, une nécessité impérieuse.

P. 3



LA RASD PRÉSENTE À LA RÉUNION UA-UE UNE RÉPONSE CINGLANTE À LA PROPAGANDE MAROCAINE

P. 4

SAÏD CHANEGRIHA EN VISITE
DE TRAVAIL ET D'INSPECTION
EN 3^E RÉGION MILITAIRE :

« PROTÉGER LA SÉCURITÉ
ET LES INTÉRÊTS
SUPRÊMES DU PAYS »

P. 16



APRÈS LA NOUVELLE
OFFENSIVE SIONISTE ET LES
MASSACRES D'ENFANTS
À GAZA

**PLUSIEURS PAYS
EUROPÉENS
HAUSSENT LE TON**

Après s'être complu depuis des mois dans une posture d'indifférence et de double standard sur la question des droits humains, les pays européens semblent enfin se réveiller de leur long sommeil et commencent à accentuer les pressions sur l'entité sioniste.

P. 4

RÉGULATION ET ENCADREMENT DU COMMERCE EXTÉRIEUR

Le gouvernement s'attelle à la tâche

L'Exécutif travaille à l'élaboration d'une réglementation pour la mise en place de deux nouvelles entités chargées respectivement de l'importation et de l'exportation.

Le gouvernement, réuni hier sous la direction du Premier ministre, Nadir Larbaoui, s'est penché sur des questions relatives au commerce extérieur, au foncier destiné à la réalisation de projets de promotion immobilière, à la sécurité alimentaire et à l'industrie de la téléphonie. Ainsi, et conformément aux instructions du président de la République, le gouvernement a examiné les textes réglementaires relatifs à la création et à l'organisation de deux nouvelles entités chargées respectivement de l'importation et de l'exportation. Ces dernières auront pour mission de mieux encadrer et rationaliser les échanges commerciaux extérieurs, dans un

contexte où l'Algérie cherche à renforcer davantage sa souveraineté économique. Début avril dernier, le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, avait annoncé la création de deux nouvelles instances, l'une chargée de réguler et d'encadrer les importations, et l'autre chargée d'encourager les exportations, précisant que les opérations d'exportation ne se feront plus via l'Agence nationale de promotion du commerce extérieur (ALGEX). Le gouvernement a par ailleurs examiné un projet de cadre réglementaire fixant les conditions de concession des terrains appartenant au domaine privé de l'État. Ces assiettes foncières convertibles en cession seront



destinées à la réalisation de projets de promotion immobilière à caractère commercial. Par ailleurs, une communication a été présentée sur l'état d'avancement du programme national de renforcement des

capacités de stockage des céréales. Ce programme ambitieux vise à faire passer les capacités de stockage actuelles de 4 à 9 millions de tonnes, en réponse aux impératifs de sécurité alimentaire et aux engage-

ments du chef de l'État en la matière. Enfin, le gouvernement a été informé des progrès réalisés dans le cadre du développement d'un projet de montage et d'assemblage de téléphones mobiles en Algérie. Cela s'inscrit dans la stratégie nationale de développement industriel, avec un accent particulier sur le transfert de technologies, la localisation de la production, et l'implication des jeunes compétences algériennes. Le président Tebboune avait ordonné l'élaboration d'un cahier des charges pour les projets de montage et d'assemblage de téléphones portables en Algérie. De même, il avait encouragé les investissements dans le domaine des téléphones intelligents, en intégrant les jeunes compétences algériennes spécialisées à travers la conclusion de partenariats locaux ou étrangers.

Y.B.

RENFORCEMENT DE LA COMPÉTITIVITÉ, DIVERSIFICATION ÉCONOMIQUE ET DÉVELOPPEMENT DES INFRASTRUCTURES

La Banque islamique de développement prête à accompagner l'Algérie

Le groupe de la Banque islamique de développement (BID) a signé, hier à Alger, plusieurs conventions de financement avec des États membres, ainsi que des mémorandums d'entente avec des institutions internationales, pour un montant total de plus d'un milliard de dollars. Ces conventions visent à financer divers projets dans les domaines du développement durable et de la lutte contre les changements climatiques en Afrique et en Asie, ainsi que du développement des infrastructures et de l'amélioration des soins de santé. Dans ce cadre, un accord de coopération a été signé entre la compagnie algérienne d'assurance et de garantie des exportations (CAGEX) et la société islamique pour l'assurance des investissements et du crédit à l'exportation (ICIEC), l'une des entreprises du groupe de la banque, qui permet à cette dernière d'offrir des prestations de réassurance au profit de la CAGEX. La cérémonie de signature a eu lieu en marge des assemblées annuelles du groupe de la BID, organisées du 19 au 22 mai au Centre international de conférences « Abdelatif Rahal », sous le haut patronage

du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, sous le slogan « Diversifier l'économie, enrichir la Vie ». Cette cérémonie s'est déroulée en présence du président du groupe de la BID, M. Muhammad Sulaiman Al Jasser, ainsi que de plusieurs responsables du groupe et des gouverneurs de la banque représentant les États membres. La veille, un accord-cadre de coopération stratégique pour la période 2025-2027 a été signé, entre l'Algérie et le groupe de la Banque islamique de développement (BID), en vue de soutenir les secteurs contribuant au renforcement de la compétitivité, à la diversification économique, au développement des infrastructures et à l'appui au secteur privé. L'accord, portant également sur le renforcement des partenariats pour le développement du capital humain et de la coopération régionale, a été signé par le ministre des Finances, Abdelkrim Bouzred, et le président du groupe de la BID, Muhammad Sulaiman Al-Jasser, sous la supervision du Premier ministre, Nadir Larbaoui. Il couvre quatre axes horizontaux d'appui, à savoir le renforcement des outils de financement isla-

mique, l'atténuation des effets du changement climatique, l'autonomisation des femmes et des jeunes, le développement des capacités, et le renforcement des compétences.

« NÉCESSITÉ DE RÉVISION DES TAUX DE PROFIT DE LA FINANCE ISLAMIQUE »

La finance islamique est le meilleur moyen pour attirer l'argent qui circule en dehors du circuit bancaire et créer ainsi une dynamique financière importante. Mais ce qui entache l'image de cette industrie serait les taux de profits jugés « élevés ». Dans une déclaration à l'Express, l'expert financier et économique, El Houari Tigharsi, estime que la finance islamique est le moyen idéal pour attirer l'argent informel, circulant en dehors du circuit bancaire. Les fonds circulant dans le marché parallèle sont faramineux. Jusqu'à fin septembre 2023, les chiffres font ressortir un montant dépassant les 8000 milliards de dinars. Pire encore, ces sommes seraient en « constante augmentation », vu que le secteur de l'informel représente une bonne partie de l'écono-

mie en Algérie. De par leurs convictions religieuses, les Algériens préféreraient injecter leur argent dans une banque islamique, pour l'absence d'usure dans ses transactions. Sauf que « les taux de profit » appliqués sont élevés et impactent négativement, l'image des banques spécialisées et celles qui ont ouvert des guichets islamiques », regrette M. Tigharsi. L'expert lance dans ce sens, un appel, aux banques islamiques pour qu'elles revoient leurs taux de profit », pour ne pas freiner cette industrie en plein essor. « Les banques islamiques doivent trouver des solutions aux taux de profit appliqués », a-t-il martelé. Dans un autre volet, le responsable du bureau d'étude d'ingénierie commun au Koweït, Khaled Salem Al Fouzane, estime que la finance islamique devra constituer les transactions de la BID du fait que ses pays membres sont musulmans. Dans le cas contraire, « on n'a qu'à lui (BID) attribuer une autre appellation ». Pour lui, il est temps de passer d'une économie basée sur l'usure, dont la finance est vouée à l'instabilité, à une économie islamique. En Algérie, le total des dépôts de la finance islamique avoisine actuellement les 800 milliards de dinars. Dans un entretien accordé récemment à l'Express, l'expert en finance islamique, Mohamed Boudjelal a fait savoir qu'hormis les banques al-Baraka et Salam, l'afflux des dépôts a dépassé la capacité d'accueil des guichets islamiques créés au niveau des six banques publiques et des quatre banques privées. Ces guichets ont atteint la phase de maturité, qu'il va falloir passer selon lui, à la « création de banques publiques et privées totalement islamiques » ; un projet qui serait en gestation au niveau du ministère des Finances et dans certains cercles privés.

M.KA

La finance islamique appelée à guider la transformation numérique inclusive

S'exprimant au 19^e Forum mondial de la Banque islamique de développement (BID) sur la finance islamique, axé sur la transformation numérique et l'inclusion financière, le président du groupe de la BID, le Dr Muhammad Al Jasser, a largement évoqué la portée de cet événement qui vise la promotion d'une économie mondiale plus inclusive et plus résiliente grâce à la finance islamique. Il a souligné que ce thème n'est pas qu'un

simple slogan. Il s'agit d'un appel à l'action lancé à un moment où l'économie mondiale traverse de profondes mutations. « Dans le monde d'aujourd'hui, les infrastructures numériques ne sont plus un luxe, elles sont devenues indispensables. »

Du mobile banking dans les zones rurales à l'intelligence artificielle, en passant par les réseaux et les connexions à distance, la technologie

redéfinit l'avenir de la finance », indique Dr Al Jasser. Il estime que la finance islamique, guidée par les principes de productivité et de justice sociale, doit montrer la voie. « L'enjeu ne réside pas seulement dans la numérisation des institutions existantes, mais bien dans leur réinvention à travers les valeurs fondamentales, telles que le respect de la dignité humaine, la création de valeur réelle et le partage équitable. »

L'EXPRESS



Quotidien national
d'information édité par la
SARL ADRA COM
Adresse : Maison de la
presse Abdelkader Safir,
02 Rue Farid Zouiouache,
Kouba, Alger

Redaction@lexpressquotidien.dz
www.lexpressquotidien.dz
TEL/fax: 023.70.99.92
Service-pub@lexpressquotidien.dz

GÉRANT :

NOURDINE BRAHMI
DIRECTEUR HONORAIRE:
ZAHIR MEHDAOUI
DIRECTEUR DE LA PUBLICATION
RABAH YUCEF RABAH

« POUR VOTRE PUBLICITÉ S'ADRESSER À :
L'Entreprise Nationale de communication
d'Édition et de Publicité »
Agence ANEP 01, Avenue Pasteur Alger

Tel : 020.05.20.91/020.05.10.42
Fax : 020.05.11.48 / 020.05.13.45 / 020.05.13.77

Email : agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ouargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

Impression:
Société d'Impression
d'Alger (SIA)
Diffusion:
Media Distribution

Les manuscrits, photographies ou tout autre document et illustration adressés ou remis à la Rédaction ne sont pas rendus et ne peuvent faire l'objet d'une réclamation.

IL A PRÉSIDÉ MARDI SOIR L'OUVERTURE OFFICIELLE DES TRAVAUX DES ASSEMBLÉES ANNUELLES DE LA BID

Nadir Larbaoui plaide pour une coopération multilatérale sud-sud

Il a ainsi relevé que «les institutions financières multilatérales, notamment le Groupe de la BID, sont aujourd'hui plus que jamais appelées à redoubler d'efforts pour renforcer leurs capacités, mobiliser davantage de ressources humaines et techniques et assurer les financements nécessaires à la mise en œuvre des projets continentaux».

Merouane Korso

Chargé par le président de la République M. Abdelmadjid Tebboune, le Premier ministre Nadir Larbaoui, qui a présidé mardi soir à Alger l'ouverture officielle des travaux des Assemblées annuelles de la Banque islamique de développement (BID), est longuement revenu au cours de son allocution sur le contexte international actuel stressant dans lequel évolue dorénavant le monde de la finance, et particulièrement les banques islamiques. "Le contexte international dans lequel se tiennent ces Assemblées annuelles, marqué notamment par des circonstances exceptionnelles et des mutations géopolitiques profondes et effrénées au double plan régional et international, accompagnées de tensions commerciales inédites, faisait de l'action commune de développement dans le cadre multilatéral, notamment Sud-Sud, une nécessité impérieuse", a-t-il souligné pour notamment "aplanir les obstacles et contribuer au développement et à la prospérité de nos peuples musulmans". L'objectif étant, selon M. Larbaoui, de "doter leurs économies des capacités nécessaires à leur adaptation aux profondes



transformations que connaît le système économique et politique international." Ainsi, relève-t-il, "les institutions financières multilatérales, notamment le groupe de la BID, sont aujourd'hui plus que jamais appelées à redoubler d'efforts pour renforcer leurs capacités, mobiliser davantage de ressources humaines et techniques et assurer les financements nécessaires à la mise en œuvre des projets continentaux". Ces projets portent en particulier sur le développement des infrastructures de base et la transformation industrielle, car étant étroitement liés à la sécurité et à la réunion des conditions de développement durable. Dès lors, il s'agit, selon M. Larbaoui, d'intensifier "les efforts en vue de l'adoption de mécanismes de financement adaptés et innovants, capables de répondre aux besoins émergents et de satisfaire la demande croissante en matière de financement, notamment dans les domaines liés à l'innovation, à l'intelligence artificielle et à la recherche scientifique, ce qui permettra de renforcer les capacités nationales des États membres dans ces secteurs prometteurs, de créer un environnement propice au transfert et à l'implantation des technologies, et d'accompagner la transformation

industrielle et numérique escomptée. Sur un autre chapitre, le Premier ministre est également revenu sur les axes du projet de réforme nationale globale, que mène et concrétise le président de la République M. Abdelmadjid Tebboune, qui "repose sur la diversification de l'économie nationale et sa libération de la dépendance aux hydrocarbures à travers la promotion de l'investissement, le développement des exportations, le renforcement des infrastructures de base et l'intensification des efforts en matière de formation, et de prise en charge sanitaire et sociale." M. Nadir Larbaoui a également rappelé dans son allocution "le nouveau système juridique et institutionnel pour la promotion de l'investissement", qui consacre le principe de la liberté d'investir, garantit la stabilité juridique et la transparence, et assure un traitement équitable en faveur de l'ensemble des investisseurs, nationaux et étrangers. "Il s'agit également d'une révision profonde de la loi sur la monnaie et le crédit, afin de l'adapter aux évolutions de cette activité et de jeter les bases d'un système bancaire performant, transparent et ouvert, outre la mise en place d'un écosystème national intégré de l'innovation, englobant la formation, l'accompagnement et le finan-

cement, en vue d'encourager l'esprit d'entrepreneuriat et de soutenir les startups." Par ailleurs, le Premier ministre a abordé la décision prise par le président de la République portant création de l'Agence de coopération internationale pour la solidarité et le développement, chargée d'appuyer les efforts de développement dans les pays frères, notamment les pays du voisinage Sud, de renforcer leurs capacités nationales et de développer leurs infrastructures de base. Il a ainsi mis en avant les efforts déployés par l'Algérie pour la réalisation de projets structurants d'envergure à vocation régionale en vue de dynamiser le processus d'intégration dans la région dans plusieurs domaines vitaux dont l'énergie, les transports et les télécommunications. A ce propos, le Premier ministre a estimé que la forte convergence entre la stratégie nationale de développement et la vision adoptée par le Groupe de la BID ouvrait de vastes perspectives pour une coopération fructueuse, axée sur le soutien à l'investissement et le développement des infrastructures. Le Premier ministre ne pouvait pas ne pas évoquer, par ailleurs sur le plan politique, le génocide en cours mené par l'entité sioniste à Ghaza contre le peuple Palestinien depuis le 7 octobre 2023, dénonçant le "mutisme accablant de la communauté internationale, incapable de mettre un terme à cette machine de destruction", et a appelé à "la concrétisation du principe de solidarité et de coopération sur lequel a été fondé le Groupe de la BID, à travers le soutien au développement du peuple palestinien frère, en mobilisant les mécanismes du Groupe pour l'aider à poursuivre sa résilience tout en se focalisant sur les secteurs vitaux à caractère prioritaire, tels que la santé, l'éducation et l'alimentation." **M. K.**

MB Holding veut investir en Algérie

Le président-directeur général du groupe Sonatrach, Rachid Hachichi, a reçu hier à Alger le PDG de la société omanaise MB Holding, Mohamed Al Barwani, en présence de plusieurs dirigeants des deux parties. Les deux responsables ont évoqué lors de cette rencontre les perspectives de développement du partenariat entre Sonatrach et la holding omanaise, notamment dans les domaines de l'exploration et de la production d'hydrocarbures, ainsi que des services pétroliers, comme le souligne un communiqué de Sonatrach rendu public hier. A cette occasion, la délégation de la société oma-

naise a exprimé son intention d'investir en Algérie et d'élargir les domaines de coopération avec Sonatrach. «Les représentants de la société omanaise ont exprimé leur souhait de coopérer avec Sonatrach, partenaire fiable doté d'une vaste expérience et de capacités techniques avancées, et occupant une position de leader dans le secteur pétrolier et gazier, ce qui en fait un partenaire idéal pour la mise en œuvre de projets de qualité dans le secteur de l'énergie» assure la même source. «Dans cette optique, les deux parties ont exprimé leur volonté de renforcer les relations bilatérales, ce qui

reflète la volonté des deux pays de consolider leurs liens de coopération et d'établir un partenariat stratégique.» MB Holding est l'un des groupes d'investissement les plus importants du Sultanat d'Oman. Elle est principalement active dans l'exploration, la production et les services pétroliers par l'intermédiaire de ses filiales, notamment Petrogas et Mohammed Al Barwani Oil Services. Elle gère également des projets intégrés dans plusieurs pays, dont le Sultanat d'Oman, le Royaume d'Arabie saoudite, l'Égypte, les Pays-Bas, le Royaume-Uni et le Mozambique. **Y.B.**

ÉDITORIAL L'EXPRESS

Un levier adapté aux réalités

PAR: AÏDA MOUNI

Ce qui s'est joué à Alger lors de la 49e réunion annuelle du groupe de la Banque islamique de développement (BID) va bien au-delà d'un simple sommet multilatéral. Loin des projecteurs occidentaux, la capitale algérienne a accueilli plus de 4 000 participants venus de 57 pays membres, dans une ambiance feutrée mais stratégiquement décisive. Pendant quatre jours, les corridors du Centre international de conférences ont vu circuler ministres, investisseurs, responsables d'institutions financières et experts techniques. Derrière les chiffres (plus d'un milliard de dollars d'accords signés, 70 sessions officielles et des dizaines de rencontres bilatérales), c'est une dynamique géopolitique que l'Algérie a su habilement animer.

Car ce sommet marque un tournant silencieux mais déterminant, la mise en place d'un cadre de coopération afro-islamique fondé sur une logique d'autonomisation économique, de solidarité interétatique et de repositionnement des Sud. Ce qui était autrefois perçu comme un «marché périphérique» cherche désormais à s'ériger en alternative crédible, articulant capital musulman, ambitions africaines et instruments financiers éthiques. La finance islamique, qui gagne du terrain dans les grandes places financières, y a été déclinée comme levier de développement, adapté aux réalités des pays à revenus intermédiaires ou en transition.

L'Algérie, elle, n'a pas simplement été hôte. Elle a agi comme cheville ouvrière. Le ministre des Finances, Laaziz Faïd, et les principaux membres du gouvernement ont déployé une stratégie active d'attractivité, intégrant le Sommet dans une dynamique nationale de réformes économiques et d'ouverture ciblée. La signature d'un nouveau cadre de coopération stratégique avec la BID pour la période 2023-2025, portant sur les infrastructures, les énergies renouvelables, la transformation agricole et l'économie numérique, traduit cette volonté de s'ancrer dans des partenariats porteurs, sans renoncer à la souveraineté de décision. Sur le plan international, ce sommet s'inscrit dans une série de réalignements plus larges, dédollarisation partielle des échanges Sud-Sud, critique croissante du rôle du FMI et de la Banque mondiale, et multiplication des fonds souverains et institutions alternatives (New Development Bank, AIIB, etc.). Dans ce paysage, la BID, bras financier de l'Organisation de la coopération islamique (OCI), gagne en influence. Et Alger, en l'accueillant, affirme qu'elle entend peser davantage dans les futurs arbitrages régionaux. En somme, ces Assemblées annuelles se sont déroulées dans une Algérie qui ne se contente plus d'attendre les flux d'investissements, mais qui les cadre, les oriente, et surtout, les pense à partir de ses intérêts profonds.

A. M.

APRÈS LA NOUVELLE OFFENSIVE
SIONISTE ET LES MASSACRES
D'ENFANTS À GAZA

Plusieurs pays européens haussent le ton

Boualem B.

Après s'être complu depuis des mois dans une posture d'indifférence et de double standard sur la question des droits humains, les pays européens semblent enfin se réveiller de leur long sommeil et commencent à accentuer les pressions sur l'entité sioniste pour qu'elle cesse son offensive à Gaza et laisse entrer plus d'aide humanitaire dans le territoire palestinien affamé. Ainsi, le ministre britannique des Affaires étrangères, David Lammy, a annoncé mardi le gel immédiat des négociations avec Israël concernant un accord de libre-échange, ainsi que des sanctions à l'encontre d'individus et d'organisations soutenant la violence contre les Palestiniens en Cisjordanie. Il a souligné l'opposition totale du Royaume-Uni aux nouvelles opérations terrestres de grande envergure menées à Gaza, ainsi qu'au plan du gouvernement israélien visant à affamer les habitants de Gaza, à les chasser de leurs maisons et à les parquer dans des zones restreintes. «J'ai vu de mes propres yeux les conséquences de la violence des colons. J'ai vu la peur que ressentent les victimes. Et l'impunité dont jouissent les auteurs de ces violences», a-t-il déclaré. «En réponse au cycle continu de violence perpétré par des colons israéliens extrémistes en Cisjordanie occupée, le ministère des Affaires étrangères a pris aujourd'hui de nouvelles sanctions visant Daniella Weiss, la dirigeante de l'organisation d'extrême droite Nachala, qui prône l'expulsion des Palestiniens de Gaza, ainsi que des organisations impliquées dans le soutien, l'incitation et l'encouragement à la violence contre les Palestiniens en Cisjordanie», a-t-il ajouté. «Ces personnes et entités sont désormais soumises à des mesures comprenant des restrictions financières, l'interdiction de se rendre au Royaume-Uni et l'interdiction de diriger des sociétés, qui s'ajoutent aux 18 autres personnes, entités et sociétés déjà sanctionnées pour leur implication dans des violations graves à l'encontre des communautés palestiniennes de Cisjordanie», a-t-il expliqué en précisant que ces mesures font suite à une augmentation significative de la violence des colons en Cisjordanie, l'ONU ayant enregistré plus de 1 800 attaques de colons contre des communautés palestiniennes depuis janvier 2024.

LE PARLEMENT ESPAGNOL ADOPTE UNE MOTION...

Dans le même sillage, le Parlement espagnol a approuvé mardi une motion visant à interdire le commerce d'armes avec Israël. Présentée par les partis de gauche et nationalistes, cette motion vise à imposer un embargo sur les armes à Israël en réponse à ses offensives militaires à Gaza. Par ailleurs, le Premier ministre espagnol Pedro Sánchez a demandé qu'Israël soit exclu des événements culturels internationaux tels que le concours Eurovision de la chanson, à l'instar de la Russie, exclue après son invasion de l'Ukraine. Le gouvernement espagnol a également annoncé l'annulation unilatérale d'un contrat d'achat de munitions avec une société israélienne et a confirmé qu'il n'accorderait plus de licence pour l'importation de munitions israéliennes, déclarant que cette décision avait été prise «pour des raisons d'intérêt public». De son côté, le Premier ministre français François Bayrou a confirmé mardi que la démarche de reconnaissance de l'État palestinien, voulue par la France, le Royaume-Uni et le Canada, ira jusqu'au bout.

LA SUÈDE SE PRONONCE EN FAVEUR DE SANCTIONS

De son côté, la ministre suédoise des Affaires étrangères, Maria Malmer Stenergard, a déclaré hier que son pays s'efforcera, au sein de l'Union européenne, d'obtenir des sanctions à l'encontre de certains ministres israéliens en raison de la manière dont Israël traite les civils palestiniens à Gaza. «Tant que la situation des civils à Gaza ne s'améliorera pas nettement, nous devons hausser le ton», a-t-elle indiqué dans un communiqué. «C'est pourquoi nous allons maintenant faire pression pour que l'UE sanctionne certains ministres israéliens. Les sanctions viseront les ministres qui encouragent une politique de colonisation illégale et s'opposent activement à une solution à deux États», a-t-elle déclaré. Ainsi, plusieurs pays européens, horrifiés par les massacres continus et les agissements inhumains de l'entité sioniste à Gaza, décident enfin de passer à l'action et de prendre des mesures concrètes si Israël n'arrête pas son offensive militaire et ne laisse pas entrer l'aide humanitaire.

B. B.

AHMED ATTAF LE DIT DANS DES TERMES SANS ÉQUIVOQUE DEPUIS BRUXELLES :

«Des solutions africaines aux problèmes africains»

Bruxelles a accueilli, hier, la 3e réunion des ministres des Affaires étrangères de l'Union africaine (UA) et de l'Union européenne (UE). L'Algérie y était représentée par le ministre d'État, ministre des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines, Ahmed Attaf. Il est intervenu lors de la table ronde dédiée à la thématique «Paix, sécurité et gouvernance».

Karima Baba Aissa

Dans son intervention, Attaf a souligné «la nécessité d'établir un partenariat efficace entre l'Union africaine (UA) et l'Union européenne (UE), fondé sur le principe «solutions africaines aux problèmes africains», tout en appelant à l'appui de «nos amis et partenaires engagés à accompagner l'Afrique face aux défis de l'heure». Le ministre algérien a identifié «trois facteurs critiques qui caractérisent désormais le paysage africain en matière de paix et de sécurité». Le premier facteur est l'augmentation sans précédent des crises sur le continent. Il a précisé que «l'Afrique n'a jamais été confrontée à un nombre aussi élevé de foyers de tension, de crises et de conflits simultanés». Il a cité notamment les régions du Sahel, de la Corne de l'Afrique, des Grands Lacs et certaines zones d'Afrique du Nord.

«L'instabilité s'accélère, mettant en péril la vie de millions de personnes et hypothéquant l'avenir de tout le continent», a-t-il affirmé. Le deuxième facteur est lié à la montée du terrorisme. M. Attaf a déclaré que «le terrorisme est devenu la première menace pour la paix et la sécurité en Afrique». Il a précisé que «le continent enregistre aujourd'hui plus de la moitié des décès liés au terrorisme dans le monde», ajoutant que «la région du Sahel est tragiquement devenue l'épicentre du terrorisme mondial».

Le troisième facteur évoqué par le ministre concerne la faiblesse de la diplomatie africaine face à cette détérioration. «Alors que ces défis s'aggravent et se multiplient, notre diplomatie collective reste à la traîne», a-t-il dit. Selon lui, «les efforts de médiation et les processus de paix sont

restés en décalage avec l'aggravation de la situation, laissant un vide propice à l'expansion des forces de déstabilisation». Face à cette situation, M. Attaf a exprimé la position de l'Algérie. «L'Algérie croit fermement en la nécessité impérieuse d'insuffler une nouvelle dynamique à notre partenariat», a-t-il déclaré.

Il a insisté sur «l'impératif d'établir un partenariat efficace fondé sur le principe de solutions africaines aux problèmes africains, avec l'appui de nos amis et partenaires engagés à accompagner l'Afrique pour faire face aux défis auxquels elle est confrontée et réaliser ainsi les aspirations que nous partageons tous».

Attaf a également affirmé que ce partenariat permettrait «de redonner à la diplomatie son rôle central au cœur de nos actions collectives pour faire face aux foyers de tension en Afrique et prévenir l'apparition de nouveaux conflits». Il a ajouté que ce partenariat «renforcera de manière optimale et durable les processus de maintien de la paix de l'UA, aux fins de faire face au terrorisme et aux autres menaces nouvelles et croissantes».

Il a aussi appelé à «investir davantage dans la consolidation de la stabilité à travers le développement, considéré comme la voie la plus sûre et la plus efficace pour réaliser la paix durable et pérenne, non seulement en Afrique, mais dans le monde entier». En marge de la réunion, M. Ahmed Attaf s'est entretenu avec le ministre des Affaires étrangères de la République fédérale d'Allemagne, Johann Wadepuhl.

Il l'a félicité pour sa nomination et a abordé avec lui les différents aspects des relations de coopération entre l'Algérie et l'Allemagne. Les deux responsables

ont également évoqué les prochaines échéances bilatérales. Le ministre algérien a également eu un entretien avec la Haute représentante de l'Union européenne pour les Affaires étrangères et la Politique de sécurité, Mme Kaja Kallas.

Cette rencontre a permis «de passer en revue les différents aspects des relations de coopération et de coordination unissant l'Algérie et l'Union européenne», selon un communiqué du ministère. Les deux parties ont discuté de la réactivation des mécanismes institutionnels du partenariat algéro-européen. Elles ont également abordé la révision de l'accord d'association entre l'Algérie et l'UE, afin de «conférer à ce partenariat l'équilibre escompté, notamment dans son volet économique».

La situation en Libye et les tensions dans la région du Sahel ont aussi été abordées lors de cet échange, qui a permis un «échange de vues et d'analyses sur nombre de questions d'actualité». La réunion ministérielle UA-UE a permis d'évaluer la mise en œuvre des conclusions du sixième sommet UA-UE de février 2022.

Quatre grandes thématiques ont structuré les travaux : «Paix, sécurité et gouvernance», «Multilatéralisme», «Réalisation de la prospérité», ainsi que «Populations, migration et mobilité». Dans ce cadre, Attaf a mis en lumière la nécessité de renforcer le rôle de la diplomatie et des mécanismes de maintien de la paix dirigés par l'UA. Il a conclu en soulignant que «le développement est la voie la plus adéquate et la plus efficace pour instaurer une paix durable en Afrique et dans le monde entier».

K. B. A.

LA RASD PRÉSENTE À LA RÉUNION UA-UE

Une réponse cinglante à la propagande marocaine

La présence de la RASD à la réunion UA-UE constitue une réponse cinglante à la propagande marocaine. Le ministre sahraoui des Affaires étrangères, Mohamed Yeslem Beissat, a affirmé, hier, que la participation de la République sahraouie (RASD) à la 3^e réunion des ministres des Affaires étrangères de l'Union africaine (UA) et de l'Union européenne (UE) est la preuve qu'elle est une réalité politique et diplomatique irréversible, estimant que sa présence à Bruxelles «est la meilleure réponse à la propagande marocaine prétendant le contraire».

UN MEMBRE ACTIF DU BLOC CONTINENTAL

Dans une déclaration à l'APS, Beissat a indiqué que la participation de la RASD à cette réunion, aux côtés des pays frères africains et de 27 États européens, «intervient en sa qualité de membre fondateur de l'UA et membre actif de ce partenariat renouvelé entre les deux unions». Évoquant les mensonges de l'État d'occupation

marocain visant à porter atteinte à la République sahraouie, le ministre a affirmé que celui-ci «se trouve aujourd'hui face à une vérité éclatante et à une certitude indéniable : la République sahraouie est une réalité politique et diplomatique irréversible». De son côté, le représentant du Front Polisario auprès des Nations unies et des organisations internationales à Genève, Oubi Bouchraya Bachir, a affirmé que «la participation de la République sahraouie à cette réunion, bien qu'étant normale en tant que membre fondateur de l'UA, revêt une importance particulière, car elle renforce sa position en tant que membre actif du bloc continental». Cette participation confirme également «l'échec de toutes les manœuvres entreprises par le Royaume du Maroc, notamment depuis son retour à l'UA en janvier 2017, visant par tous les moyens à porter atteinte au statut de la République sahraouie au sein de cette union, à travers l'intimidation, la corruption et les pressions exercées sur les partenaires internationaux».

R. N.

LOTFI BOUDJEMAA À PROPOS DU PROJET DE LOI SUR LA MOBILISATION GÉNÉRALE

«Un cadre juridique applicable pour protéger la sécurité du pays»

Le ministre de la Justice, garde des Sceaux, M. Lotfi Boudjemaa, a affirmé, mardi soir, que le projet de loi sur la mobilisation générale constituait "un cadre juridique applicable en cas de nécessité pour protéger la sécurité de la société et du pays".

Répondant aux questions des membres de l'Assemblée populaire nationale (APN) sur le projet de loi, le ministre a précisé que ce dernier "constitue un cadre juridique mis à la disposition de l'État pour y recourir en cas de nécessité", rappelant que le principe de la mobilisation générale est "consacré dans la Constitution", d'où la nécessité de la promulgation de ce projet de loi sur la mobilisation générale pour "parachever les règles juridiques et procédurales régissant cette question". Dans ce contexte, M. Lotfi Boudjemaa a détaillé les principales dispositions du projet, notamment en ce qui concerne l'organisation, la préparation et la mise en œuvre de la mobilisation, expliquant qu'en cas de proclamation de cette dernière, "des mesures exceptionnelles seront mises en place".

Répondant à une question d'un député concernant les indemnités des pertes résultant de la mobilisation, le ministre a fait observer que l'article 47 du projet de loi stipule qu'"il est possible



de recourir aux juridictions pour obtenir réparation d'un acte ayant porté atteinte à une personne ou à son patrimoine financier".

Par ailleurs, M. Boudjemaa a fait savoir que la question des véhicules saisis avait été

prise en charge, rappelant que "pas moins de 50 000 dossiers liés à cette question ont été réglés en deux ou trois ans, et seuls quelques cas sont toujours en instance devant la justice", appelant à ne pas se fier aux fausses

informations. L'État "poursuit ses efforts, à travers l'appareil judiciaire, les forces de sécurité et l'armée, pour lutter contre la corruption et l'acharnement de certaines parties contre l'Algérie", a-t-il rassuré.

UN COLLOQUE A ÉTÉ ORGANISÉ À CHLEF

«La justice électorale» s'invite à l'université

Le thème « la justice électorale » a été au centre d'un colloque régional tenu, mercredi, au pôle universitaire d'Ouled Farès, dans la wilaya de Chlef, à l'initiative de la Conférence régionale des universités de l'Ouest, en coordination avec l'Autorité nationale indépendante des élections (ANIE). Dans son intervention à l'occasion, le président par intérim de l'ANIE, Karim Khelfane, a souligné que "les infractions électorales ont un impact négatif sur le déroulement du processus électoral". Un fait nécessitant, a-t-il dit, "une lutte contre ces pratiques à toutes les étapes du processus, afin de garantir

la transparence et la bonne gestion des élections".

Le législateur algérien a défini, à travers les lois et règlements encadrant ce domaine, les différentes formes d'infractions et de crimes électoraux, qui feront l'objet d'un enrichissement et d'une analyse lors de ce colloque, a ajouté M. Khelfane, notant que la législation algérienne a établi des bases pour les combattre. Le responsable a également souligné l'importance de la coopération et du partenariat avec l'université et les centres de recherche, tant pour la "diffusion de la culture électorale, l'ancrage de la

citoyenneté ou encore la promotion de la recherche scientifique dans le domaine électoral". À son tour, le wali de Chlef, Brahim Ghemired, a mis l'accent sur "la volonté de l'État de garantir la démocratie et la transparence dans la tenue des élections, à travers une série de réformes introduites ces dernières années, et qui sont le fruit des efforts et de l'expérience du pays en matière d'élections". Le recteur de l'université Hassiba Ben Bouali de Chlef, Larbi Ghouini, a, pour sa part, salué "les efforts déployés dans le domaine de l'organisation des élections en Algérie", estimant que le "traitement de

cette thématique contribue à l'amélioration des performances et à la proposition de solutions, pour faire de l'Algérie un modèle en matière de pratique démocratique". Les intervenants au colloque ont également passé en revue les différentes lois électorales promulguées en Algérie pour encadrer le processus électoral, depuis la convocation du corps électoral jusqu'aux étapes de dépouillement, identifiant 34 infractions susceptibles de se produire dans le cadre de ce processus, notamment celles relevées durant les campagnes électorales sur les réseaux sociaux.

SENSIBILISATION DES PÈLERINES AUX RITES DU HADJ

Le rôle important des guides religieuses

L'orientation religieuse féminine connaît une présence croissante pendant la saison du hadj, témoignant de l'intérêt que les pouvoirs publics portent à l'orientation et à l'accompagnement spirituel des pèlerines pour accomplir ce pilier de l'islam dans de bonnes conditions. Dans ce contexte, la guide religieuse principale de la Mission algérienne, Mme Leila Hacini, a affirmé, lors de cours dispensés aux femmes dans l'un des hôtels, la grande importance du rôle des guides religieuses dans la Mission du hadj, soulignant que la présence féminine dans ce domaine revêt non seulement une dimension organisationnelle, mais reflète également une réponse concrète aux besoins des pèlerines, qui trouvent en ces guides religieuses un cadre rassurant et confiant

pour exprimer leurs préoccupations religieuses et sociales. Dans une déclaration à l'APS, la guide religieuse Fatiha Katrane a précisé que "la présence de la femme guide dans la Mission a permis à plusieurs pèlerines d'accomplir leurs rites avec une plus grande sérénité", soulignant que "les questions posées concernent généralement les règles de la purification, la tenue du ihram, et la conduite à adopter en cas de maladie ou d'empêchement légal, des sujets que les femmes préfèrent aborder dans un cadre exclusivement féminin garantissant intimité et quiétude". Le ministère des Affaires religieuses et des Wakfs veille, selon des responsables du secteur, à sélectionner des guides religieuses disposant de compétences scientifiques, d'une expertise en

jurisprudence religieuse (fiqh) et d'une capacité de communication efficace, ce qui se traduit par des sessions de formation qui leur sont spécialement dédiées avant le début de la saison du hadj. Ces formations comprennent l'explication de rites du hadj et de la omra, les moyens de faire face aux situations d'urgence ainsi qu'une formation spéciale sur l'orientation psychologique et sociale. Pour sa part, la pèlerine Mabrouka, âgée de 66 ans, a exprimé sa grande satisfaction quant à la présence de guides religieuses au sein de leur résidence à La Mecque. "Les guides religieuses nous ont aidées à comprendre les étapes de chaque rituel religieux et nous ont prodigué de précieux conseils sur le comportement à adopter à la Mecque et lors des déplacements

entre les lieux saints", a-t-elle dit. Le rôle des femmes dans l'accompagnement des pèlerines reflète la profondeur des transformations que connaît la Mission algérienne du Hadj, qui s'emploie à consolider une approche globale et à assurer l'accomplissement des rites du Hadj dans un cadre qui respecte les traditions religieuses et répond aux exigences contemporaines. Selon les spécialistes, l'expérience de l'orientation religieuse féminine, reste un modèle à renforcer par l'élargissement du nombre des guides religieuses et par la mise à leur disposition de moyens leur permettant de mieux encadrer les pèlerines, notamment à la lumière de l'augmentation continue du nombre des femmes participant au hadj d'année en année.

SANTÉ

Saihi rencontre à Genève son homologue qatari

Le ministre de la Santé, Abdelhak Saihi, a rencontré son homologue qatari, Mansoor bin Ebrahim Al Mahmoud, et ce, en marge de sa participation aux travaux de la 78e Assemblée mondiale de la Santé, qui se tient à Genève, indique, mercredi, un communiqué du ministère. Lors de cette rencontre qui s'est déroulée mardi, les deux ministres ont "exprimé leur grande fierté des liens profonds de fraternité et de solidarité entre l'Algérie et le Qatar, dirigeants et peuples", soulignant "la volonté commune de poursuivre le renforcement de ces relations solides, notamment dans le domaine de la santé". La rencontre a été également l'occasion d'examiner "les moyens de renforcer la coopération bilatérale, à la lumière de l'évolution positive des relations entre les deux pays, notamment après le lancement des travaux du projet de l'hôpital algéro-qatari-allemand qui constitue un modèle réussi de la coopération bilatérale", ajoute la même source. Les discussions ont également porté sur "les nouvelles perspectives" de coopération entre les deux pays en matière de gestion hospitalière et d'échange d'expertises et de connaissances entre les staffs médicaux, outre la numérisation du secteur de la santé, la partie qatarie ayant exprimé son intérêt afin de bénéficier de l'expérience algérienne en la matière. Au terme de la rencontre, les deux parties sont convenues de "poursuivre la coordination et la concertation sur les futurs projets bilatéraux afin de concrétiser les orientations des dirigeants des deux pays, au mieux des intérêts des deux peuples", conclut le communiqué.

LES 5 PLUS GRANDES MINES DU PAYS

Ces milliards de tonnes qui transforment l'économie algérienne

L'Algérie mise sur cinq mines stratégiques pour transformer l'économie nationale, en capitalisant sur ses vastes réserves de minerai de fer, de phosphate, de zinc, d'or et même de diamants, dans le cadre de ses efforts pour diversifier ses sources de revenus et revitaliser l'industrie manufacturière.

Inès B.

Selon un rapport de l'unité de recherche de la plateforme spécialisée Ettaqa, publié hier sur son site web, ces grands projets miniers font partie d'un plan national visant à réduire la dépendance au pétrole et au gaz, car seulement 10 % des ressources minérales du pays ont été exploitées jusqu'à présent. Le rapport cite la mine de Ghar Djebilet, dans le sud-ouest, qui arrive en tête de liste de ces projets, avec une réserve estimée à 3,5 milliards de tonnes de minerai de fer, dont 1,75 milliard de tonnes est exploitable. Le projet, lancé en 2022 dans le cadre d'un partenariat algéro-chinois, vise à produire 50 millions de tonnes par an à partir de 2026, créant 25 000 emplois et contribuant à atteindre l'autosuffisance en fer.

À l'est du pays, la mine de Jebel Onq s'étend sur les provinces de Tébessa, Souk Ahras, Skikda et Annaba, avec des réserves de 2,8 milliards de tonnes de phosphate. Le projet vise à produire 10 millions de tonnes de matières premières et 4 millions de tonnes d'engrais



par an, avec un investissement de 7 milliards de dollars et un partenariat algéro-chinois.

La plateforme spécialisée parle également de la mine de Tala Hamza dans la wilaya de Béjaïa, qui est l'un des plus grands projets de zinc au monde, avec

des réserves de 34 millions de tonnes et un investissement estimé à 400 millions de dollars. Sa mise en service est prévue pour juillet 2026, avec une capacité de production pouvant atteindre 170 000 tonnes de zinc et 30 000 tonnes de plomb par an, dans le strict respect des

normes environnementales.

Ensuite, la mine d'Amsemsa, située à Tamanrasset près de la frontière avec le Niger, est considérée comme le plus grand producteur d'or d'Algérie, avec des réserves estimées à environ 70 tonnes. "Cela place l'Algérie au troisième rang du monde arabe en termes de réserves d'or, selon les données de l'Organisation mondiale de l'or", indique-t-on. Dans la wilaya d'Adrar, ajoute la même source, la région du Jebel Reggane fait l'objet d'une exploration intensive du diamant, ce qui en fait un candidat sérieux pour une mine prometteuse dans le futur, reflétant la grande diversité des richesses minérales de l'Algérie. Les données indiquent que ces projets ne sont plus seulement des chiffres dans les budgets de l'État, mais plutôt de véritables outils pour remodeler l'économie nationale et parvenir à un développement durable dans diverses régions du pays, bénéficiant de réformes législatives et de partenariats internationaux pour obtenir une valeur ajoutée en dehors du secteur des hydrocarbures.

I. B.

Sonatrach: renforcement de la coopération avec la compagnie indienne Larsen & Toubro

Le PDG de Sonatrach, Rachid Hachichi, a reçu mardi une délégation de la compagnie indienne Larsen & Toubro, conduite par le directeur général adjoint et président de la compagnie, Subramanian Sarma, les deux parties ayant examiné les moyens de développer leur coopération, selon un communiqué du groupe. La rencontre s'est tenue au siège de la

direction générale du groupe public. Les deux parties ont évoqué "les projets liant les deux sociétés, relatifs à la construction d'unités de traitement de gaz dans le sud-ouest du pays à Tinerkouk, Hassi Tidjerane et Hassi Bahamou, entrées en production effective de gaz en 2024, et qui connaissent actuellement le parachèvement des procédures relatives à la réception finale". Les entretiens ont également porté sur "les perspectives de partenariat futur entre Sonatrach et la compagnie indienne et les moyens de les concrétiser sur le terrain", a ajouté la même source. Dans ce contexte, les représentants de la compagnie indienne ont exprimé leur "forte volonté de s'engager dans les futurs projets de Sonatrach, notamment à travers la participation aux appels d'offres lancés par le groupe". Larsen & Toubro, une société indienne dont le siège social est à Mumbai, est l'une des principales entreprises d'ingénierie et de construction internationales, avec une grande expérience dans la technologie, les projets d'infrastructure et la fabrication en EPC (Engineering, Procurement et Construction).

TRAVAUX DU SOMMET MONDIAL DE L'HYDROGÈNE

Le groupe Sonatrach annonce également qu'il prend part aux travaux du Sommet

mondial de l'hydrogène, qui se tient dans la ville de Rotterdam (Pays-Bas), du 20 au 22 mai, indique un communiqué du groupe. Cet événement international important se veut un forum essentiel pour les principaux acteurs du développement de l'hydrogène, et constitue l'un des leviers de la transition énergétique mondiale, rassemblant à l'édition 2025 plus de 15 000 professionnels du secteur et près de 500 exposants, parmi lesquels une délégation représentant le groupe Sonatrach, précise le communiqué.

Ce sommet est organisé par le Conseil de l'énergie durable et le groupe RX Global, en partenariat avec le gouvernement des Pays-Bas, la province de Hollande-Méridionale, et la municipalité et le port de Rotterdam. Il s'agit d'une plateforme d'échange de vues sur les enjeux majeurs relatifs aux différentes étapes de la chaîne de valeur de l'hydrogène bas carbone, de la production au transport et au stockage, jusqu'à son utilisation finale, dans le cadre de la transition énergétique mondiale. Le programme du sommet prévoit des conférences de haut niveau, ainsi que des sessions techniques inscrites dans la série "H2 Tech Series", destinées à mettre en lumière les avancées technologiques réalisées dans ce domaine, en sus de visites de sites industriels liés à l'hydrogène au niveau du port de

Rotterdam.

Dans ce contexte, le groupe a indiqué qu'il entend contribuer activement aux différents travaux du sommet, notamment à travers la participation du directeur central des énergies vertes et renouvelables, M. Youcef Khenfer, en qualité d'intervenant au 9^e forum consacré au thème « Le rôle de l'hydrogène bas carbone et des technologies de capture et de stockage du carbone sur le marché mondial de l'hydrogène ».

La participation de Sonatrach à cette rencontre traduit "sa volonté ferme de jouer un rôle central dans le développement de la filière hydrogène, tant à l'échelle nationale qu'internationale, en cohérence avec la stratégie nationale de transition énergétique, laquelle ambitionne de faire de l'hydrogène vert un pilier fondamental du mix énergétique et un levier de diversification économique", ajoute-t-on de même source.

À travers cette participation active, Sonatrach réaffirme également "son ambition de consolider la position de l'Algérie en tant qu'acteur stratégique sur le marché mondial de l'hydrogène, en capitalisant sur ses ressources naturelles, son expérience industrielle et son engagement constant en faveur d'un avenir énergétique durable", conclut le communiqué.

I. B.

TOURISME

Ouverture de la 17^e édition des Journées marketing à Alger

Les travaux de la 17^e édition des Journées marketing touristique ont débuté, mardi à Alger, avec la participation d'experts et de spécialistes dans les domaines du marketing touristique et de la numérisation. Cette manifestation vise à "contribuer à l'effort national visant la promotion de la destination touristique nationale", selon les organisateurs de cet événement annuel, dont les activités se poursuivront jusqu'à mercredi, rapporte l'APS. Cette rencontre constitue une opportunité pour les professionnels du secteur touristique d'examiner les moyens de mise en œuvre de stratégies efficaces de marketing touristique, d'améliorer la qualité des prestations offertes et de les adapter aux normes internationales. L'événement évoquera également les mécanismes d'intégration de la numérisation et de l'intelligence artificielle dans le domaine du marketing touristique ainsi que dans la gestion hôtelière, notamment dans les systèmes de réservation. La directrice générale (DG) de l'Office national du tourisme (ONT), Saliha Nacer Bey, a souligné que cette édition, qui s'inscrit dans le cadre de la stratégie nationale de marketing touristique, visait à contribuer aux efforts tendant à "conforter la place de l'Algérie en tant que destination touristique distinguée".

Saidal signe des mémorandums d'entente avec deux laboratoires privés

Le groupe Saidal a signé, mardi à Alger, deux mémorandums d'entente avec deux laboratoires privés, en vue de renforcer la coopération en matière de développement et de production des traitements innovants, indique un communiqué du ministère de l'Industrie pharmaceutique. Il s'agit des laboratoires "Orion Lab" sis à Oran, et "Democedes Pharma Algérie" basé à Ain M'lila (Oum El-Bouaghi), ajoute le communiqué. La cérémonie de signature s'est

déroulée au niveau du siège du groupe Saidal, sous la supervision du secrétaire général (SG) du ministre de l'Industrie pharmaceutique, Khaled Dahane, en présence de cadres du ministère et des deux laboratoires privés. À travers ces mémorandums, le groupe Saidal et les deux laboratoires conjugueront leurs efforts afin d'assurer l'échange d'expériences et de technologies innovantes pour développer des solutions thérapeutiques "avancées et efficaces" aux

patients en Algérie, précise la même source. Cette démarche s'inscrit dans le cadre de "la mise en œuvre de la feuille de route du ministère de l'Industrie pharmaceutique pour l'année 2025, portant sur la consolidation du partenariat efficace entre les secteurs public et privé, en vue d'assurer la disponibilité locale des traitements et de renforcer la sécurité sanitaire, conformément aux orientations du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune.

FORMATION ET COOPÉRATION

Intense activité de la Cour des comptes

La Cour des comptes a accueilli, du 11 au 15 mai 2025, deux membres de la Cour des comptes de la République islamique de Mauritanie, dans le cadre d'une visite d'échange portant sur l'expérience de l'institution en matière de systèmes d'information.

Inès B.

Selon la Cour des comptes, le programme de la visite a porté sur un certain nombre de communications, axées notamment sur une présentation de la Cour des comptes : attributions, organisation générale, modalités et sanctions du contrôle, voies de recours contre les décisions de la Cour ; la présentation du schéma directeur des systèmes d'information (2024-2027) ; la politique de sécurité des systèmes d'information ; les missions de l'équipe chargée du développement de la méthodologie d'audit des systèmes d'information, accompagnée d'une présentation du guide de contrôle des systèmes d'information. Par ailleurs, les deux membres de la Cour des comptes de la République islamique de Mauritanie ont effectué une série de visites au sein de la Cour des comptes, notamment à la sous-direction de l'informatique, afin de présenter les différentes applications utilisées par l'institution, au greffe principal, pour s'informer sur son organisation et son rôle dans le processus de présentation des comptes, la notification des décisions et des rapports, ainsi que la gestion des archives, et enfin à la bibliothèque de la Cour, afin de découvrir le fonds documentaire disponible et de s'informer sur l'outil de recherche automatisée mis en place pour l'accès aux ouvrages. La Cour des comptes annonce également que le directeur du département des



techniques d'analyse et de contrôle, a participé le jeudi 15 mai 2025 à une réunion à distance de l'Assemblée plénière de la commission de renforcement des capacités organisationnelles (CRCO) de l'Organisation africaine des institutions supérieures de contrôle des finances publiques (AFROSAI), post-16^e assemblée générale de l'AFROSAI. Au cours de cette réunion, il a été question de la présentation de la nouvelle équipe de coordination de la Commission, notamment la présidente de Priorité et du rapporteur général, ainsi que des ISC récemment admises au sein de cet organe. L'ordre du jour de cette réunion s'est articulé autour de l'examen du plan de travail de la commission et de l'évaluation de sa mise en œuvre, et l'identification des stratégies innovantes permet-

tant de mettre en œuvre efficacement les actions du plan de travail ; Par ailleurs, deux auditeurs, et la vérificatrice financière, ont participé du 14 au 18 mai 2025, à la 1^{ère} session de formation spécialisée sur l'audit des systèmes d'information, consacrée aux deux thématiques suivantes : l'audit de l'Active Directory et l'audit des contrôles applicatifs (Application Controls), organisée au siège du Secrétariat général de l'Organisation arabe des institutions supérieures de contrôle des finances publiques (ARABOSAI), à Tunis. Cette formation spécialisée a visé à comprendre le cadre théorique de tout programme d'audit des systèmes d'information ; à comprendre les fondements de l'évaluation d'un programme d'audit, ses objectifs et ses caractéristiques. Elle a permis également aux participants, selon la Cour des comptes, d'acquiescer la connaissance des outils et de développer les compétences nécessaires à la mise en œuvre efficace des programmes d'audit, de découvrir les techniques d'extraction de données et de connaître les techniques d'analyse utilisées pour produire des rapports d'audit des systèmes d'information, d'évaluer les points de vulnérabilité et de renforcer la capacité des participants à les intégrer dans les missions de contrôle et de réaliser des missions d'audit appliquées aux systèmes d'information et aux technologies de l'information.

I. B.

COMMERCE EXTÉRIEUR

L'Algérie plaide pour un accord préférentiel avec la Mauritanie

Pour aller plus rapidement dans le processus des échanges commerciaux, l'Algérie plaide pour un accord préférentiel avec la Mauritanie. C'est ce qu'a révélé hier le directeur général du Commerce extérieur par intérim, au ministère du Commerce extérieur et de la promotion des exportations, Samir Derradji. «L'idée est ancienne et on attend, peut-être la 7^e édition de la Foire des produits algériens en Mauritanie, pour avancer dans les discussions sur cet accord avec les Mauritanais», a-t-il déclaré lors de son intervention à la radio chaîne 3. Abordant la problématique de la logistique, il dira qu'il existe encore certaines difficultés, notamment pour les opérateurs qui acheminent leurs marchandises par route. «Le ministre du Commerce insiste sur le transport maritime. Prochainement, il y aura l'acquisition des avions cargos pour renforcer l'acheminement des marchandises. Cela prendra un peu de temps, car cela nécessite beaucoup d'investissements, mais les choses s'améliorent chaque année», précise-t-il à ce sujet. Concernant la 7^e édition de la Foire des produits algériens en Mauritanie qui se déroule du 22 jusqu'au 28 mai à Nouakchott, en Mauritanie, M. Derradji a révélé, que pas moins de 200 participants, dont des exposants et des opérateurs économiques dans divers secteurs, prendront part. Intervenant à l'émission «L'invité du jour», M. Derradji a indiqué que cette manifestation aura pour objectif de mettre en valeur les capacités productives algériennes dans divers secteurs, notamment l'industrie, l'industrie pharmaceutique, l'électroménager,

l'énergie et les mines, les énergies renouvelables, les travaux publics, l'agroalimentaire et les produits agricoles, mais aussi le textile et l'industrie du cuir. Pour la première fois, cette foire verra la participation de PME et de startups, de l'agriculture et de la pêche, du tourisme, de l'artisanat et des métiers, du cuir et des industries du textile, ainsi que du mobilier domestique et bureautique. Et si les exposants auront la possibilité de réaliser des ventes directes aux visiteurs, M. Derradji a souligné que «le plus important réside dans le fait que la Mauritanie est un partenaire important et une porte vers l'Afrique de l'Ouest», arguant que «certes, c'est un marché de 4 millions d'habitants, mais on vise un marché de 500 millions d'habitants en Afrique de l'Ouest». Rappelant que cette foire revêt un impact psychologique pour les participants, M. Derradji a souligné que «tout était déployé de sorte à réussir cette édition», relevant que le tronçon routier reliant Tindouf à Zouerate, comme la zone franche, sont exclusivement dédiés aux opérateurs économiques des deux pays pour renforcer les échanges économiques et commerciaux. «Nous recevons beaucoup d'opérateurs économiques au ministère et qui s'intéressent à la Mauritanie. Chaque année, il y a un grand engouement», a déclaré l'intervenant, relevant que «les échanges restent timides, avec 50 millions de dollars d'exportations, (ciment, pharmaceutiques...etc.) contre 180 millions de dollars d'importations en 2024 (fer et poissons). Certes, cela reste équilibré comme taux d'échanges, mais les

choses évoluent rapidement». Concernant la banque installée en Mauritanie, M. Derradji estime que cette institution financière «suit la dynamique. Il fallait mettre une banque à Nouakchott. Les débuts sont un peu lourds, mais cela avance bien». Par ailleurs, M. Derradji a révélé que «cette foire sera un espace de rencontres entre les exposants et les opérateurs des deux pays avec l'annonce de la réunion du Conseil d'affaires algéro-mauritanien. C'est un conseil très dynamique, il y aura beaucoup de rencontres B2B. On s'attend également à la signature de plusieurs contrats entre les deux parties». Du reste, M. Derradji est revenu sur les facilités accordées aux opérateurs en termes de change, affirmant qu'«il y a même un groupe de travail ouvert pour discuter de cet aspect au ministère des Finances». «Nous avons sollicité les 100 meilleurs exportateurs pour discuter des soucis rencontrés par les opérateurs. Et je rappelle que la semaine passée, le ministère du Commerce a réaffirmé que l'acte d'exporter était un acte de patriotisme. Aujourd'hui, il est question de pérenniser les exportations», déplorant que «l'obstacle soit dans la mentalité de l'import. Du coup, il faut rendre l'acte d'exportation plus facile», citant notamment les mesures prises pour accompagner les exportateurs, comme le Fonds de soutien pour les exportateurs (FSPE). «Dans les jours à venir, ce fonds sera renfloué pour permettre aux opérateurs de mieux appréhender leurs opérations d'exportation», conclut M. Derradji.

I. B.

ÉNERGIES RENOUVELABLES

La stratégie de l'Algérie pour le développement de l'hydrogène présentée à Rotterdam

Le secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'Énergie, chargé des Énergies renouvelables, Noureddine Yassaâ, a présenté, lors du Sommet mondial de l'hydrogène à Rotterdam (Pays-Bas), la vision et la stratégie de l'Algérie pour le développement de ce secteur, affirmant que le pays recèle les atouts nécessaires pour être un acteur clé sur le marché mondial de l'hydrogène. Dans son allocution prononcée mardi à l'ouverture du Sommet, M. Yassaâ a indiqué que «l'Algérie place la transition énergétique et le développement durable au cœur de sa politique économique, en tant que piliers fondamentaux pour assurer la sécurité énergétique, diversifier l'économie nationale et créer des emplois à forte valeur ajoutée», a indiqué un communiqué du ministère de l'Énergie, des Mines et des Énergies renouvelables. «Grâce à sa position géographique stratégique, ses ressources naturelles riches, et ses infrastructures avancées, ainsi que son expertise reconnue dans le domaine de l'énergie, l'Algérie dispose des atouts nécessaires pour être un acteur clé sur le marché mondial de l'hydrogène et un fournisseur fiable d'énergie propre vers l'Europe, à l'instar de son rôle pionnier dans l'exportation de gaz naturel depuis des décennies». Yassaâ a évoqué également «les six axes fondamentaux sur lesquels repose la stratégie nationale pour le développement de l'économie de l'hydrogène», rappelant les quatre projets pilotes lancés par l'Algérie pour tester différentes applications de l'hydrogène vert, ainsi que le projet de production semi-industrielle d'une capacité de 50 mégawatts, qui constitue un pas supplémentaire vers la phase de production à grande échelle. Il a également mis en avant les principaux partenariats internationaux existant entre l'Algérie et plusieurs acteurs internationaux, notamment l'Union européenne (UE) et l'Allemagne à travers les projets «TaqatHy» et «taqatHy+», en plus du projet du corridor sud de l'hydrogène «South2 Corridor» reliant l'Algérie à la Tunisie, l'Italie, l'Autriche et à l'Allemagne, en vue d'exporter l'hydrogène vert vers l'Europe. L'Algérie a eu une présence remarquable à cet événement mondial, à travers un pavillon national qui met en avant les grandes potentialités dont elle dispose dans le domaine de l'hydrogène vert, les projets en cours de réalisation, et les opportunités d'investissement disponibles dans le domaine des énergies renouvelables, selon le communiqué, qui a précisé que le pavillon a connu une grande affluence des visiteurs, des experts et des représentants d'institutions et d'entreprises internationales. En marge du sommet, M. Yassaâ a tenu une rencontre bilatérale avec la vice-ministre sud-africaine de l'électricité et de l'énergie, lors de laquelle les deux parties ont abordé les perspectives de coopération entre les deux pays dans les domaines des énergies renouvelables et de l'hydrogène vert, et sont convenues d'examiner les opportunités de développer des projets communs et d'explorer les potentialités d'investissement mutuel. Yassaâ a également reçu le directeur général de l'hydrogène et de l'économie circulaire du carbone au ministère saoudien de l'Énergie, avec lequel il a discuté des moyens de renforcer la coopération dans les domaines de la production, du stockage et du transport de l'hydrogène vert et bleu, en mettant l'accent sur l'échange d'expertises et la mise en place de partenariats stratégiques dans ce domaine prometteur.

OUARGLA

Pose de la première pierre du projet de réalisation d'un grand silo à Hassi-Benabdallah

La wilaya d'Ouargla dispose d'importants atouts lui permettant de devenir un pôle agricole d'excellence, notamment dans les cultures stratégiques. A cet effet, l'Etat déploie de grands efforts pour encourager l'investissement agricole, en facilitant l'accès au foncier agricole, l'approvisionnement en semences subventionnés, ainsi que l'achat des récoltes auprès des agriculteurs.

Le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Youcef Cherfa, a posé, mardi dans la commune de Hassi-Benabdallah (Est d'Ouargla), la première pierre du projet de réalisation d'un silo de stockage de céréales d'une capacité d'un (1) million de quintaux (qx). Ce projet s'inscrit dans le cadre de la stratégie nationale visant à renforcer les capacités de stockage de céréales à travers le pays, a-t-on souligné. Dans la même collectivité locale, le ministre s'est enquis de l'avancement des travaux de réalisation de sept (7) centres de proximité de stockage intermédiaire de céréales, d'une capacité globale de 350.000 qx. Ces futures installations porteront le nombre total d'entrepôts de stockage dans la wilaya à neuf, selon les explications fournies à la délégation ministérielle. M. Cherfa a, à cette occasion, souligné que la wilaya d'Ouargla dispose d'importants atouts lui permettant de devenir un pôle agricole



d'excellence, notamment dans les cultures stratégiques, précisant que l'Etat déploie de grands efforts pour encourager l'investissement agricole, en facilitant l'accès au foncier agricole, l'approvisionnement en semences subventionnés, ainsi que l'achat des récoltes auprès des agriculteurs. Dans la commune de N'goussa, le ministre a donné le coup d'envoi du raccordement de six (6) périmètres

agricoles répartis sur les communes de Hassi Messaoud, Hassi Benabdallah et N'goussa au réseau d'électricité. Ce projet, qui s'étend sur 462 km, concerne 44 investisseurs, a-t-on expliqué. M. Cherfa a, à ce titre, mis l'accent sur la nécessité d'achever ces travaux avant la fin 2025, ce qui permettra à la wilaya de bénéficier de la seconde tranche du programme d'électrification agricole. Au terme de sa visi-

te, le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, a inspecté le projet de réalisation d'une fabrique de production d'aliments pour poissons d'eau douce, dans la ferme aquacole d'élevage de crevettes réalisée dans le cadre du partenariat algéro-coréen à Hassi -Benabdallah, où il donné des instructions pour sa mise en service en octobre prochain.

CAMPAGNE MOISSON-BATTAGE 2024/2025 À ILLIZI Production prévisionnelle de plus de 64.000 qx de céréales

Une production céréalières de 64.450 quintaux (qx), toutes variétés confondues, est attendue dans la wilaya d'Illizi au titre de la campagne moisson-battage pour la saison agricole 2024/2025, lancée mardi dans la région de "Rhourd Nouss" dans la commune de Bordj Omar Dris, a indiqué la direction des Services agricoles (DSA). Cette campagne a été lancée au niveau de l'exploitation agricole "Agrolina", qui s'étend sur une superficie de 3.000 hectares, spécialisée dans les cultures stratégiques. La production céréalière de cette saison concerne plusieurs variétés, dont le blé dur, le blé tendre, le triticale et l'orge, a-t-on expliqué. Tous les moyens nécessaires ont été mobilisés pour assurer la réussite de cette opération, a indiqué le directeur du secteur, Ahmed Ibrahim. Pour sa part, la Coopérative des céréales et légumes secs (CCLS) de la wilaya d'Ouargla a mobilisé des moissonneuses et des camions, pour acheminer la récolte vers les différents centres de stockage répartis dans plusieurs wilayas, sachant que les récoltes de la wilaya d'Illizi sont destinées à la production de semences. Par ailleurs, les services de la Protection civile ont déployé au titre de cette campagne un dispositif spécial pour la lutte contre les feux de récoltes, selon la même source.

MASCARA

Lancement de plusieurs projets de développement dans trois communes

Plusieurs projets de développement ont été lancés, mardi dans trois communes de la wilaya de Mascara. Ces projets visent à améliorer le cadre de vie des habitants et comprennent la réalisation de trois cantines scolaires, l'aménagement et l'entretien de tronçons de routes communales et rurales, ainsi que le renouvellement partiel des réseaux de distribution d'eau potable. Ces opérations, lancées sous la supervision du wali de Mascara, Fouad Aïssi, dans le cadre de sa visite d'inspection dans les communes de la daïra de Tizi, incluent la construction de trois cantines scolaires dans les zones de "Ouled Merah" et "Ras El Hanout" (commune de Froha), ainsi qu'à "Senaïssa" (commune de Tizi). Ces cantines permet-

tront de fournir 200 repas par jour. Le wali a insisté sur la nécessité de les livrer avant la prochaine rentrée scolaire. Il a également donné le coup d'envoi à des projets d'aménagement et d'entretien de 6,8 km de routes communales et rurales dans les communes de Froha et El Gharra. Ces travaux bénéficient d'une enveloppe budgétaire de plus de 60 millions de dinars, dans le cadre du programme de développement social et économique des communes, selon les responsables locaux. Lors de cette visite, des opérations de renouvellement partiel des réseaux de distribution d'eau potable ont été lancées dans le village de "Senaïssa" (commune de Tizi), ainsi que des travaux d'aménagement urbain dans plusieurs quartiers rési-

dentiels de cette commune et de la ville d'El Gharra, incluant le revêtement des routes et le pavage des trottoirs. Par ailleurs, M. Aïssi a mis en service un projet d'extension du réseau de distribution d'eau potable dans la zone rurale de "Mehanine" (commune d'El Gharra). Le wali a indiqué, en marge de cette visite, que les communes de la daïra de Tizi ont bénéficié d'une enveloppe financière de plus de 370 millions de dinars, dans le cadre du programme de développement social et économique des communes et du Fonds de garantie et de solidarité des collectivités locales. Cette enveloppe permettra de concrétiser 25 projets de développement qui seront réceptionnés au plus tard avant la fin de l'année en cours.

PUBLICITÉ

MINISTERE DE L'HABITAT ET DE L'URBANISME ET DE LA VILLE
DIRECTION DE L'URBANISME ET DE L'ARCHITECTURE ET DE LA CONSTRUCTION
 DE LA WILAYA DE TAMANRASSET
 ADRESSE / B.P 237 CITE ADMINISTRATIF, TAMANRASSET
 NIF : 099011019011537

AVIS D'ATTRIBUTION PROVISOIRE

Conformément à l'article 46 et 56 de loi N 23/12 du 05/08/2023 et l'article 65 et 82 du décret N°15/247 du 16/09/2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public, il est porté à l'ensemble des soumissionnaires ayant participé à l'avis d'offre national ouvert avec exigences des capacités minimale N° 06/2025 pour :

La réalisation des Travaux des voiries au lotissement TABRAKAT parte B.

Qu'al'issu du jugement des offres, les Travaux sont attribués provisoirement a' savoir :

| pl | N lot | Entreprise | NIF | Notetechnique | Montant de l'offre DAVTC | Montant corrigé DAVTC | Délai | Observations |
|----|-------|--------------------|-------------------------|---------------|--------------------------|-----------------------|-------------|--------------|
| 01 | / | Guessoum Abdenacer | 196.239.28 0.400.120 | 89,5 0 | 30.738.0 00,00 | 30.738 .000,0 0 | 75 jours | moins disant |

Les soumissionnaires intéressés sont invités de se rapprocher des services de la direction, au plus tard trois (03) jours à compter du premier jour de la publication de la présente attribution provisoire de marché dans la presse nationale pour prendre connaissance des résultats détaillés de l'évaluation de leur offre techniques et financières.

Tout soumissionnaire qui conteste cette attribution peut introduire un recours auprès de la commission des marchés de la wilaya dans un délai de dix (10) jours à compter de la première parution du présent avis sur la presse et / ou le B.O.M.O.P

IL POSSÈDE DE PUISSANTES PROPRIÉTÉS ANTI-INFLAMMATOIRES

Le thé, la boisson aux multiples vertus

Chaque 21 mai, le monde entier célèbre la Journée internationale du thé, une occasion idéale pour mettre en avant cette boisson ancestrale aux mille vertus. Le thé est la boisson la plus populaire dans le monde. Il n'y a pas un, mais des thé.

La Journée internationale du thé a été officiellement adoptée par l'Organisation des Nations Unies (ONU) en 2019, à l'initiative de plusieurs pays producteurs afin de mettre en lumière l'importance économique, culturelle, durable et sociale du thé, un produit consommé dans le monde entier. Cette date coïncide avec la période de récolte dans les principales régions productrices. La première récolte de printemps – considérée comme la plus noble – est souvent en cours ou tout juste terminée. Le thé est la boisson la plus consommée au monde après l'eau. Selon la FAO (Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture), sa production mondiale continue d'augmenter chaque année.

Cet engouement est porté par la Chine, l'Inde, le Kenya et le Sri Lanka, les quatre plus grands producteurs. Bien plus qu'une simple infusion réconfortante, le thé est riche en antioxydants et en composés bioactifs, offrant une multitude de bienfaits pour la santé et le bien-être. Il existe différents types de thé dont les principaux sont le thé vert, le thé noir, le thé Oolong et le thé blanc) issus de la même plante, le *Camellia sinensis*. Un cinquième, appelé «thé rouge», provient d'une autre plante. Le thé vert est réputé pour sa richesse en catéchines, des antioxydants puissants qui contribuent à de nombreux bienfaits pour la santé. Non fermenté, il conserve la majorité de ses composés bioactifs, ce qui en fait un allié de choix pour la santé et la forme.



THÉ VERT, CHAMPION DES ANTIOXYDANTS

Des études scientifiques ont déjà mis en lumière ses propriétés bénéfiques contre l'hypertension artérielle, les superbactéries, la démence sénile et même le cancer. Il booste le métabolisme et favorise la perte de poids, améliore les fonctions cognitives et la mémoire, réduit le risque de certains cancers et protège la santé cardiovasculaire. De même, le thé vert pourrait diminuer l'insulinorésistance par divers mécanismes. Cette boisson antioxydante aiderait à réduire le stress oxydatif dans le corps, à optimiser le métabolisme du glucose et à diminuer l'absorption des glucides pendant la digestion. Ces processus contribuent à la régulation du taux de sucre dans le sang et aident à prévenir les pics d'insuline. Le thé vert est riche en polyphénols, des molécules qui possèdent naturellement des effets antioxydants et anti-inflammatoires. On y trouve en particulier du gallate d'épigallocatechine (EGCG), un polyphénol connu pour limiter la réponse inflammatoire et la résistance à l'insuline. La consommation régulière de thé est également associée à une meilleure santé cardiovasculaire. Les flavonoïdes présents dans le thé, en particulier les catéchines, jouent un rôle

crucial dans la protection du cœur et des vaisseaux sanguins. Selon les experts, le thé vert possède une influence bénéfique sur le microbiote intestinal qui, lorsqu'il est en bonne santé, réduit le risque d'insulinorésistance. Il est conseillé de le boire sans sucre (on peut toutefois y ajouter 1 c. à c. de gingembre en poudre, de menthe séchée et pulvérisée et/ou de jus de citron) et de se limiter à 5 tasses par jour. Le thé noir est apprécié pour son goût corsé et ses propriétés stimulantes. Entièrement oxydé, il contient plus de théine (caféine) que les autres variétés, ce qui en fait un excellent choix pour commencer la journée ou lutter contre la fatigue. Il améliore la concentration et l'éveil, soutient la santé cardiaque, renforce le système immunitaire et favorise une bonne santé digestive. Le thé blanc, lui est composé de jeunes bourgeons et de feuilles non oxydées. Il est le moins transformé de tous les thé, ce qui lui confère une concentration élevée en antioxydants et en nutriments bénéfiques pour la santé. Il possède de puissantes propriétés anti-inflammatoires, contribue à la santé de la peau, soutient la santé osseuse et aide à réduire le stress et l'anxiété. Le thé oolong est situé entre le thé vert et le thé noir en termes d'oxydation, offrant un équilibre

unique de bienfaits pour la santé. Sa composition en antioxydants et en caféine en fait une option polyvalente pour ceux qui cherchent à profiter des avantages des différents types de thé. Enfin le thé rouge (ou rooibos) issu des plantes du groupe d'*Aspalathus*. Seule l'espèce *Aspalathus linearis* est cultivée. Issu d'Afrique du Sud, ce thé connu pour être riche en antioxydants est dépourvu de théine. Des études ont montré que boire du thé régulièrement peut réduire significativement le risque de maladies cardiovasculaires. Par exemple, la consommation de 3 tasses de thé par jour est associée à une diminution de 19% du risque d'infarctus du myocarde et de 14% du risque d'AVC.

Selon les spécialistes, les antioxydants du thé aident à améliorer la fonction endothéliale, ce qui favorise une meilleure circulation sanguine. Cela peut contribuer à réduire la pression artérielle et à prévenir la formation de caillots sanguins. Le thé, en particulier le thé vert, peut aider à réduire le taux de «mauvais» cholestérol LDL tout en augmentant le taux de «bon» cholestérol HDL. Cette action contribue à maintenir un profil lipidique sain et à réduire le risque d'athérosclérose.

A.B

CHIRURGIE DES TUMEURS THORACIQUES

Création d'une unité spécialisée au CHU de Mostaganem

Le Centre hospitalo-universitaire (CHU) de Mostaganem s'est récemment renforcé par la création d'une unité médicale spécialisée en chirurgie des tumeurs thoraciques, a-t-on appris, mardi, de l'administration de cet établissement de santé. Cette unité, la première du genre à l'échelle nationale, a été inaugurée au sein de l'hôpital «Dr Bensmain Boumediene» (deuxième structure hospitalière du CHU de Mostaganem), sous la supervision d'une équipe médicale spécialisée dans ce domaine chirurgical.

La création de cette unité s'inscrit dans le cadre de l'amélioration de la qualité de la prise en charge des patients atteints de tumeurs pulmonaires et thoraciques, en offrant des services de soins intégrés et en appliquant les protocoles médicaux les plus récents, reconnus au niveau international. Cet acquis vient s'ajouter aux initiatives récemment entreprises par les autorités locales, portant notamment sur l'aménagement et la réhabilitation du service d'oncologie de Mazagan, ainsi que l'accélération de la mise en service de l'unité de radiothérapie de l'hôpital Dr Bensmain Boumediene (hôpital de Kharouba), selon les précisions fournies.

Par ailleurs, un centre d'accueil pour les patients atteints de cancer et leurs accompagnants a été créé, afin de renforcer le soutien social et d'améliorer l'accompagnement psychologique des malades pendant la période de traitement, ajoute la même source.

ENVIRONNEMENT

La destruction des forêts tropicales a atteint un niveau record

La destruction des forêts tropicales a atteint l'an dernier un niveau record depuis au moins vingt ans, en raison des incendies alimentés par le changement climatique et d'une situation qui se dégrade de nouveau notamment au Brésil. Les régions tropicales ont perdu l'an dernier 6,7 millions d'hectares de forêt primaire, une superficie quasi équivalente à celle du Panama, au plus haut depuis le début de la collecte des données en 2002 par l'observatoire de référence Global Forest Watch, élaboré par le groupe de réflexion américain World Resources Institute (WRI) avec l'université du Maryland. Le chiffre, en hausse de 80% par rapport à 2023, «équivalait à la perte de 18 terrains de football par minute», a souligné Elizabeth Goldman, codirectrice de l'observatoire. Les incendies sont responsables de près de la moitié de ces pertes, devant

l'agriculture pour la première fois. Ces destructions ont représenté l'équivalent de 3,1 milliards de tonnes de CO2 émises dans l'atmosphère. «Ce niveau de destruction des forêts est complètement inédit en plus de 20 ans de données», a souligné Mme Goldman. «C'est une alerte rouge mondiale». Le rapport se concentre sur les forêts tropicales, les plus menacées et très importantes pour la biodiversité et leur capacité à absorber le carbone de l'air. Il englobe les pertes pour toutes raisons: déforestation volontaire mais aussi destruction accidentelle et incendies. Les incendies ont été favorisés par des «conditions extrêmes» qui les ont rendus «plus intenses et difficiles à contrôler», expliquent les auteurs. L'année 2024 a été la plus chaude jamais enregistrée dans le monde sous l'effet du changement climatique, causé par la combustion massive des

énergies fossiles et du phénomène naturel «El-Nino». Si les feux peuvent avoir une origine naturelle, ils sont la plupart du temps causés par l'homme dans les forêts tropicales afin de défricher des terres. La déforestation pour faire spécifiquement place à l'agriculture, historiquement première cause de destruction, pointe à la deuxième place mais reste une cause majeure. Le Brésil a enregistré 2,8 millions d'hectares de destruction de forêt primaire l'an dernier, dont deux tiers attribués à des incendies, souvent allumés pour faire de la place au soja ou aux bovins. La Bolivie, pays voisin, occupe la deuxième marche du podium, avec un triplement des surfaces détruites l'an dernier, là encore sous l'effet d'incendies géants. La plupart «sont allumés pour défricher des terres au profit de fermes de taille industrielle», notent les auteurs.

INONDATIONS EN AUSTRALIE

Des milliers de personnes isolées dans l'est du pays

Des milliers de personnes ont été isolées en raison d'inondations record dans l'Etat australien de Nouvelle-Galles du Sud, situé sur la côte est, rapporte mercredi la presse locale. Environ 3.700 foyers et entreprises, principalement à Taree, Wingham, Tinonee, Burrell Creek, Hillville et dans les environs, étaient privés d'électricité.

De fortes précipitations se sont poursuivies mercredi pour la quatrième journée consécutive dans des régions situées à plus de 100 km au nord de Sydney, exacerbant les inondations soudaines et généralisées. Le service d'urgence de l'Etat (SES) de l'Etat de Nouvelle-Galles du Sud a déclaré avoir répondu à 887 appels à l'aide, dont 118 sauvetages des inondations, dans les 24 heures précédant la matinée de mercredi. Environ 16.000 personnes ou 7.400 habitations dans les zones les plus touchées peuvent s'attendre à être isolées pendant au moins une journée, a déclaré mercredi matin



Andrew Edmunds, porte-parole du SES, cité par l'Australian Broadcasting Corporation (ABC). Le SES a eu connaissance de 52 personnes piégées sur des tables, des vérandas et leurs toits, a-t-il ajouté. Le fournisseur d'électricité local Essential Energy a indiqué qu'environ 3.700

foyers et entreprises, principalement à Taree, Wingham, Tinonee, Burrell Creek, Hillville et dans les environs, étaient privés d'électricité. "Les équipes seront de nouveau à pied d'œuvre aujourd'hui pour évaluer les dégâts et terminer les réparations où il est possible de le faire en toute sécurité", a déclaré l'entreprise dans un communiqué mercredi. Près de 100 écoles dans les zones touchées ont été fermées dans la même journée. Le ministre des Services d'urgence de Nouvelle-Galles du Sud, Jihad Dib, a déclaré à Radio National Breakfast qu'il avait demandé l'aide du gouvernement fédéral et que les

forces de défense australiennes devaient bientôt arriver pour participer aux opérations de sauvetage. Le Bureau de Météorologie (BoM) a émis une alerte météo indiquant que certaines parties des régions de Hunter, Mid North Coast, Northern Tablelands et Northern Rivers ont enregistré des cumuls de précipitations sur 20 heures dépassant les 200 mm. Les fortes précipitations devraient se poursuivre tout au long de la journée de mercredi et jusqu'à jeudi dans une grande partie de l'Etat et pourraient entraîner des inondations "potentiellement mortelles", averti le BoM.

PAKISTAN

Cinq morts, dont trois enfants, dans l'explosion d'un bus scolaire

Au moins cinq personnes, dont trois enfants, ont perdu la vie et plusieurs autres ont été blessées ce mercredi lors d'une explosion visant un bus scolaire dans la province du Baloutchistan, au sud-ouest du Pakistan, selon l'armée pakistanaise. Dans un communiqué, l'armée affirme que l'attentat a été « planifié et orchestré par l'Inde, puis exécuté par ses groupes affiliés » dans la région de Khuzdar, visant délibérément des enfants se rendant à l'école. « Ces groupes terroristes liés à l'Inde sont utilisés comme outils au service de l'État... pour alimenter le terrorisme au Pakistan en s'en prenant à des cibles vulnérables comme les enfants et les civils », poursuit le communiqué. Pour l'heure, aucune réaction officielle n'avait été émise par New Delhi. Aucun groupe armé n'a revendiqué l'attaque pour le moment. Toutefois, l'Armée de libération du Baloutchistan (BLA), interdite au Pakistan, a déjà mené des attentats similaires, visant aussi bien des civils que les forces de sécurité. Selon la police locale, l'explosion s'est produite alors que le véhicule transportait des enfants en route vers leur établissement scolaire.

C'est la première déclaration officielle de l'armée pakistanaise accusant l'Inde depuis l'escalade militaire récente entre les deux pays, qui s'est conclue par un cessez-le-feu négocié par les États-Unis le 10 mai. Pour rappel, les tensions militaires entre les deux puissances nucléaires ont éclaté le 6 mai, lorsque l'Inde a tiré des missiles sur des cibles situées au Pakistan et au Cachemire administré par Islamabad, affirmant viser « neuf sites terroristes ». En représailles, le 10 mai, le Pakistan a déclaré avoir frappé 26 installations militaires indiennes, tant sur le territoire indien que dans la partie du Cachemire sous administration indienne. Le Baloutchistan, la plus vaste mais aussi la moins peuplée des provinces pakistanaises, est régulièrement le théâtre de violences des insurgés et d'attaques armées, ciblant souvent les forces de sécurité.

APRÈS UNE POLÉMIQUE LIÉE À SES PROPOS SUR LE RIZ

Le ministre japonais de l'Agriculture démissionne

Le ministre japonais de l'Agriculture, Taku Eto, a démissionné mercredi à la suite des critiques suscitées par ses propos sur le riz, selon des médias locaux. Le Premier ministre Shigeru Ishiba a nommé l'ancien ministre de l'Environnement, Shinjiro Koizumi, au poste de ministre de l'Agriculture succédant ainsi à Taku Eto, a rapporté l'agence de presse Kyodo. Eto faisait face à des critiques après avoir admis qu'il « n'avait jamais eu à acheter de riz » grâce aux cadeaux de ses soutiens. Le public japonais est confronté à une flambée des prix du riz. « Je me suis demandé s'il était approprié que je reste à la tête du ministère à un moment critique pour les prix du riz, et j'en ai conclu que ce n'était pas le cas », a déclaré Eto aux journalistes. « Je présente une nouvelle fois mes excuses au peuple pour avoir tenu des propos extrêmement inappropriés en tant que ministre, alors que les gens sont confrontés à la montée des prix du riz », a-t-il ajouté.

SOUDAN

Guterres espère que la nomination du nouveau Premier ministre contribuera à la restauration de la paix

Le secrétaire général des Nations unies, Antonio Guterres, a exprimé son souhait que la nomination d'un nouveau Premier ministre au Soudan aide à la restauration de la paix dans le pays, en proie à un conflit armé depuis avril 2023. "Le secrétaire général a pris note d'un décret du (président du Conseil de transition au Soudan, Abdel Fattah al-Burhane) ayant nommé Kamel al-Tayeb Idris Abdelhafiz Premier ministre", a déclaré dans un communiqué le porte-parole de Guterres, Stephane Dujarric. "Le secrétaire général

espère que cette nomination servira de première étape vers des consultations inclusives visant à former un gouvernement technocratique à large assise et à construire la paix", a indiqué le communiqué. M. Guterres a souligné "la nécessité de donner la priorité aux efforts visant à parvenir à un consensus et à réaliser des progrès tangibles dans l'intérêt de tout le peuple soudanais, notamment en faisant taire les armes, en fournissant des services de base à toutes les populations et en jetant les bases d'une vision com-

mune pour l'avenir du Soudan". Abdel Fattah al-Burhan, également commandant en chef des forces armées, a publié lundi un décret constitutionnel nommant Kamil Idris nouveau Premier ministre. En proie à un conflit opposant l'armée gouvernementale aux Forces de soutien rapide (FSR) depuis avril 2023, le Soudan traverse l'une des pires crises humanitaires jamais connues jusqu'ici au monde, selon l'ONU qui déplore des dizaines de milliers de morts et le déplacement de plus de 14 millions de personnes.

FACE À LA MONTÉE DE LA FAIM DANS L'EST DE LA RDC

Le PAM appelle à une action urgente

Alors que la violence dans l'est de la République démocratique du Congo (RDC) alimente une faim et des déplacements records, une action forte et collective peut inverser une trajectoire qui s'assombrit pour le deuxième plus grand pays d'Afrique, selon un haut responsable du Programme alimentaire mondial (PAM) cité dans un communiqué de l'ONU.

Selon le Directeur régional du PAM pour l'Afrique orientale et australe, ce pays a longtemps été « une crise oubliée » et la communauté internationale doit donc venir en aide aux habitants congolais. « Nous avons besoin que tous nos partenaires s'unissent - aux niveaux local, national et international », a déclaré Eric

Perdison, appelant à une collaboration plus étroite entre les autorités compétentes et les humanitaires opérant dans la région, rapporte l'ONU. L'appel de M. Perdison intervient alors qu'un rapport de l'ONU publié en mars dernier montrait une insécurité alimentaire « catastrophique ».

Selon l'ONU, un nombre alarmant de 28 millions de personnes sont maintenant confrontées à la faim aiguë. Dans tout l'est de la RDC, les populations vivent généralement « sur le fil du rasoir ». La crise est particulièrement grave dans l'est de la RDC, où plus de 10 millions de personnes dans les provinces de l'Ituri, du Nord-Kivu, du Sud-Kivu et du Tanganyika sont confrontées à une insécurité

alimentaire aiguë. L'escalade du conflit et la perte des moyens de subsistance continuent d'enfoncer les familles dans le désespoir.

L'inflation galopante, les marchés perturbés et l'accès limité de l'aide humanitaire rendent l'accès à la nourriture encore plus difficile pour les familles, souligne l'ONU. Ces chiffres alarmants sont publiés au moment où le conflit dans l'est de la RDC et les troubles sociaux ont déraciné 7,8 millions de personnes dans tout le pays, « un autre record historique ». Des dizaines de milliers de personnes ont cherché refuge dans les pays voisins, mettant à rude épreuve les ressources locales, précise la même source.

MEXIQUE

Six civils tués dans une fusillade près d'Acapulco

Six civils sont morts dans un affrontement armé près d'Acapulco (sud), célèbre station balnéaire sur la côte Pacifique dans le sud du Mexique, ont annoncé mardi les autorités.

Cinq hommes et une femme sont décédés dans la fusillade qui a eu lieu lundi soir dans un hameau connu sous le nom de Kilmetro 30, sur la route Mexico-Acapulco, a indiqué le parquet de Guerrero, l'un des

Etats les plus violents du Mexique. Les victimes se sont retrouvées prises dans des tirs croisés, a affirmé le commissaire municipal Adan Casarrubias. Trois personnes ont été blessées. Les militaires et les policiers ont trouvé un véhicule blindé contenant des explosifs et des armes sur le site de la fusillade, ainsi qu'une voiture calcinée. M. Casarrubias a précisé qu'au moins trois véhicules

avec des hommes armés avaient participé à l'affrontement, qui a terrorisé les habitants pendant une dizaine de minutes. Des bandes criminelles organisées se disputent le contrôle du port d'Acapulco et les routes de la drogue. Jeudi, un journaliste qui administrait une page d'informations sur Facebook a été assassiné par balles à Acapulco, où la violence cohabite avec le tourisme qui va bon

train. Pendant les vacances de la Semaine Sainte fin avril, 12 homicides ont été enregistrés dans la ville alors que les hôtels rapportaient un taux d'occupation de 92,5% au cours de la même période. Plus de 480.000 personnes ont été assassinées au Mexique depuis décembre 2006, lorsque une stratégie antidrogue controversée, soutenue par des forces militaires, a été mise en œuvre.

CONTRAIREMENT À GOUIRI

L'avenir de Bennacer à l'O Marseille est incertain

Marouane A.

Pourtant désiré par le coach italien de l'O Marseille, De Zerbi, et son manager général, Medhi Benatia, l'avenir de l'international algérien et milieu de terrain des Phocéens, Ismaël Bennacer, est incertain et ce dernier risque de se retrouver hors des choix du club français qui n'est pas prêt pour le moment à mettre le prix pour lever l'option

d'achat demandé par la formation du Milan AC. Il faut savoir que le bilan de l'Algérien est contrasté, sachant qu'il a montré dans certains matchs qu'il était diminué physiquement et loin du niveau qui avait fait de lui l'un des meilleurs au monde à son poste. Souvent court sur ses appuis, tancé par deux blessures qui lui auront fait rater le PSG et le match face à Rennes, Ismaël Bennacer (27 ans) reste néanmoins un élé-

ment très apprécié par Roberto De Zerbi et l'ensemble des Marseillais, conscient qu'il est un joueur de classe mondiale. Son option d'achat, estimée à 12 millions d'euros, n'est pourtant pas obligatoire. La presse française fait d'ailleurs état de doutes: s'il est toujours très valorisé par le club, Marseille doute de la capacité de son numéro 22 à enchaîner les rencontres. Ainsi, il est fort possible que la direction

de l'OM tente de négocier la baisse de cette option d'achat pour ne pas avoir à perdre en échange.

L'ARABIE SAOUDITE EN APPROCHE

Si le Milan AC ne pense pas à le récupérer, le joueur, lui, dispose d'une autre option au cas où il ne pourrait pas rester à Marseille. En effet, celui-ci est pisté par l'Arabie Saoudite, un championnat qui

tente d'attirer les meilleurs joueurs du Globe, pour faire la promotion de la Saudi Pro en prévision du Mondial 2034 qu'organiserait le pays. On serait prêt à mettre le paquet dans ce pays pour attirer Bennacer qui pourrait se relancer dans ce championnat, même si à 27 ans, il mériterait de rester encore quelques années de plus sur le vieux continent pour prouver sa valeur et être utile encore pour la sélection nationale qui compte beaucoup sur lui pour apporter son expérience surtout en prévision de la CAN 2026 et du Mondial. Le plus important est que l'Algérien continue à s'épanouir, surtout qu'avec une meilleure préparation foncière, il serait capable de récupérer sa forme physique d'antan. Même l'OM a besoin de son vécu pour la Ligue des champions d'Europe que le club retrouve après avoir décroché la seconde place en championnat, derrière le Paris Saint Germain. Bennacer pourrait aider le club à aller de l'avant et réussir à atteindre un tour avancé.

OGC NICE

Boudaoui et Brahimi sur le départ

Tous deux auteurs d'une saison réussie à Nice, surtout pour le premier, Hicham Boudaoui et Badreddine Bouanani pourraient connaître des destins différents cet été. Billal Brahimi, lui, est dans le flou. L'OGC Nice et son armada d'Algériens ont vécu une saison somme toute assez agréable en dépit de gros trous ici et là. Côté positif, on trouve une 4ème place, synonyme de barrage d'accession à la Ligue des Champions, et des victoires de prestige ici ou là (8-0 face à l'ASSE, 2-1 contre Monaco, 2-0 contre l'OM, 1-3 face au PSG). Côté négatif, une campagne de Ligue Europa complètement ratée (35ème sur 36) et des

trous d'airs qui auront empêché les Aiglons d'aller plus haut.

Quoi qu'il en soit, Hicham Boudaoui (25 ans) et Badreddine Bouanani (20 ans) pourront se satisfaire de leurs prestations réciproques. Boudaoui aura été un titulaire indiscutable au milieu pour l'intégralité de la saison et l'un des cadres de l'équipe. Bouanani, lui, aura connu des hauts et des bas mais il a convaincu Frank Haise d'en faire un titulaire en fin de saison, s'imposant comme le leader technique de cette équipe. Billal Brahimi, enfin, aura été très intéressant dans le jeu avec Saint-Trond, où il est prêt, et contribué au maintien in-

extremis de son équipe. Les trois pourraient connaître des destins différents. Nice Matin évoque ainsi une forte envie de départ pour Boudaoui, qui souhaiterait connaître un club de calibre supérieur après 6 ans à l'OGCN.

Bouanani, lui, devrait rester et connaître sa première saison dans la peau d'un vrai titulaire en puissance. Brahimi, que le journal n'évoque pas, est lui dans une situation plus floue: si son prêt comporte une option d'achat apparemment non obligatoire et au montant non révélé, il n'est pas certain qu'il souhaite rester à Saint-Trond. Affaire à suivre!

COUPE ARABE "FIFA-2025"

Le tirage au sort aura lieu dimanche 25 mai

Le tirage au sort de la 2e édition de la Coupe arabe "FIFA-Qatar-2025" (1-18 décembre), prévu initialement le samedi 24 mai courant à Doha, a été décalé de 24 heures, soit au 25 mai, a annoncé le comité d'organisation, mardi.

Vainqueur de la première édition disputée en 2021, l'Algérie a été invitée par Fédération internationale (FIFA) à défendre son titre. Lors de la première

édition disputée à Doha, l'Algérie avait remporté le tournoi, en dominant la Tunisie (2-0, après prolongation), grâce à deux réalisations signées Sayoud (99e) et Brahimi (120e+5).

Cette nouvelle édition verra la participation de 16 nations, dont 9 qui ont déjà assuré leur qualification directe, selon le classement de l'instance mondiale. Les 7 derniers pays participants, seront

connus à l'issue des qualifications, prévues en novembre prochain.

Parallèlement au tirage au sort de la Coupe arabe, il sera procédé également à celui de la phase finale de la Coupe du monde des moins de 17 ans (U17), qui aura lieu également au Qatar, avec la participation de 48 nations.

Pour rappel, en prévision de la prochaine édition de la Coupe arabe des Nations

Fifa-Qatar 2025, la Fédération algérienne de football (FAF) avait nommé en décembre 2024, Madjid Bougherra à la tête de la sélection A, composée de joueurs locaux, pour préparer cette échéance arabe, en plus du prochain Championnat d'Afrique des nations CHAN-2024 (reporté à 2025), prévu en Tanzanie, Kenya, et en Ouganda (2-30 août).

LIGUE 1 MOBILIS

Le match CSC-USMK délocalisé au stade Benabdelmalek

Le match CS Constantine-USM Khenchela, comptant pour la mise à jour de la 24e journée du championnat de Ligue 1 Mobilis de football, prévu initialement le mardi 3 juin au stade Chahid-Hamlaoui de Constantine, a été délocalisé au stade Ramdane Benabdelmalek, a annoncé la Ligue de football professionnel (LFP), mardi dans un communiqué.

"Ce changement a été décidé afin de préserver la pelouse du stade Chahid-Hamlaoui en prévision de la rencontre amicale internationale qui opposera la sélection nationale algérienne à son homologue rwandaise, prévue le jeudi 5 juin prochain à Constantine", explique la LFP.

Le CSC, qui reste sur une victoire dimanche à domicile face à la lanterne rouge l'US Biskra (3-0), occupe la 10e position au tableau avec 32 points, tandis que l'USMK, qui lutte pour son maintien, pointe à la 12e place, en compagnie de l'Olympique Akbou, avec 28 points chacun. Outre ce match, le CSC compte deux autres matchs en retard : à domicile face au MC Oran (22e journée) et en déplacement face à Akbou (23e journée), rappelle-t-on.

Le match CS Constantine-USM Khenchela, comptant pour la mise à jour de la 24e journée du championnat de Ligue 1 Mobilis de football, prévu initialement le mardi 3 juin au stade Chahid-Hamlaoui de Constantine, a été délocalisé au stade Ramdane Benabdelmalek, a annoncé la Ligue de football professionnel (LFP), mardi dans un communiqué. "Ce change-

ment a été décidé afin de préserver la pelouse du stade Chahid-Hamlaoui en prévision de la rencontre amicale internationale qui opposera la sélection nationale algérienne à son homologue rwandaise, prévue le jeudi 5 juin prochain à Constantine", explique la LFP.

Le coordinateur général de l'ES Sétif (Ligue 1 Mobilis de football), Abdelmoumen Djabou, a annoncé mardi sa démission de son poste, au lendemain de la défaite concédée en déplacement face au MC Alger (4-1), en clôture de la 26e journée du championnat. "Je vous confirme ma démission de mon poste. J'y pensais depuis un moment, mais les conditions du club m'ont poussé à la retarder. Le timing permet à l'administration de nommer un remplaçant sans pression", a indiqué Djabou, dans une déclaration à Radio Sétif. L'Entente reste sur deux revers de rang en Ligue 1, ce qui l'a fait stagner à la 4e place au classement, en compagnie du Paradou AC,

LIGUE 1 MOBILIS

Le match CSC-USMK délocalisé au stade Benabdelmalek

ment a été décidé afin de préserver la pelouse du stade Chahid-Hamlaoui en prévision de la rencontre amicale internationale qui opposera la sélection nationale algérienne à son homologue rwandaise, prévue le jeudi 5 juin prochain à Constantine", explique la LFP. Le CSC, qui reste sur une victoire dimanche à domicile face à la lanterne rouge l'US Biskra (3-0),

occupe la 10e position au tableau avec 32 points, tandis que l'USMK, qui lutte pour son maintien, pointe à la 12e place, en compagnie de l'Olympique Akbou, avec 28 points chacun. Outre ce match, le CSC compte deux autres matchs en retard : à domicile face au MC Oran (22e journée) et en déplacement face à Akbou (23e journée), rappelle-t-on.

ES SÉTIF

Le coordinateur général Djabou démissionne

avec 38 points chacun. L'ESS a hypothéqué ses chances de terminer sur le podium, puisqu'elle accuse désormais sept longueurs de retard sur le troisième, le CR Belouizdad. "Je n'ai pas hésité avec d'anciens joueurs à aider le club dans l'opération du recrutement sur demande de la direction, même si mon rôle se limitait à celui de coordinateur général", a-t-il ajouté. L'ancien meneur de jeu de l'ESS a reconnu les difficultés rencontrées durant le mercato hivernal : "les choix étaient limités, et nous avons recruté trois joueurs selon notre connaissance du marché". Djabou a exhorté les joueurs à se battre à fonds lors des quatre derniers matchs de la sai-

son. Il n'a pas manqué d'aborder la longue disette de titres : "l'absence de trophées depuis 2017 est très longue pour un club comme l'Entente". Enfin, Djabou a tenu à s'adresser directement aux supporters. "Nous avons relayé toutes vos préoccupations lors des réunions avec les responsables du club. L'administration a décidé de revoir à la hausse le plafond salarial dès la saison prochaine. Ceux qui disent avoir des solutions sont les bienvenus pour les proposer. J'ai travaillé avec sincérité depuis mon arrivée. Je suis un enfant du club, je resterai toujours un fervent supporter de l'Entente et je lui souhaite le meilleur.", a-t-il conclu.

MANCHESTER CITY

Le grand retour de Rodri !

Une soirée placée sous le signe de l'émotion à l'Etihad Stadium. Outre la dernière de Kévin De Bruyne à domicile, les supporters de Manchester City ont célébré ce mardi le grand retour de Rodri sur les terrains de football. Victime d'une rupture d'un ligament croisé antérieur lors d'un match contre Arsenal le 22 septembre 2024, l'international espagnol (28 ans) a rejoué pour la première fois huit mois plus tard, à l'occasion de la réception de Bournemouth pour la 37e journée de Premier League. D'abord sur le banc, le Ballon d'or 2024 est entré à la 83e minute à la place d'Erling Haaland, qui a chaudement salué son coéquipier, ovationné par l'Etihad, lors de la victoire des Skyblues (3-1). L'absence de Rodri, champion d'Europe l'été dernier avec l'Espagne, a fortement pesé sur les performances de Manchester City, éliminé précocement en Ligue des champions et longtemps décroché en Premier League. Si l'Espagnol avait repris le chemin de l'entraînement fin avril, son retour à la compétition est une bonne nouvelle pour Pep Guardiola et les Citizens, qui n'ont toujours pas validé leur ticket pour la prochaine Ligue des champions avant la dernière journée à Fulham dimanche (17h), où Rodri pourrait de nouveau disputer quelques minutes pour monter en puissance en vue du Final 4 de la Ligue des nations avec l'Espagne, qui défie l'équipe de France en demi-finale, mais surtout pour la Coupe du monde des clubs aux Etats-Unis. Les Mancunians affronteront Wydad (18 juin), Al Ain (23 juin) et la Juventus (26 juin) lors de la phase de groupes de la pre-



mière édition new look du Mondial des clubs, disputé à 32 équipes du 15 juin au 15 juillet.

DE BRUYNE VA AVOIR SA STATUE DEVANT L'ETIHAD STADIUM

Le temps des honneurs pour Kevin De Bruyne (33 ans). Le milieu de terrain de Manchester City a disputé, mardi, le dernier match de sa carrière à domicile lors de la victoire contre Bournemouth (3-1) en Premier League. Il a été mis à l'honneur par la diffusion d'une vidéo hommage et une standing ovation au moment de son remplacement à la 70e minute de jeu. Il a également

reçu une haie d'honneur sur le terrain, où il a manqué une énorme occasion de but. Avant cela, il avait posé aux côtés du président du club mancurien, Khaldoon Al Mubarak, auprès d'une mosaïque à son effigie, ce qui avait surpris quelques supporters sur cet hommage un peu léger. Mais le club a bien prévu de laisser une trace bien plus forte et symbolique du passage scintillant de l'international belge dans ses rangs (2015-2025). Manchester City a annoncé l'érection prochaine d'une statue à son effigie devant l'Etihad Stadium. «Cela signifie que je ferai toujours partie de ce

club», 'est réjoui 'KDB'. «Chaque fois que je reviendrai avec ma famille et mes amis, je pourrai me voir, donc je serai toujours là.» Le monument posera aux côtés de ceux de ses anciens équipiers Sergio Agüero, Vincent Kompany et David Silva mais aussi d'autres grands noms du club des années 1960 et 1970, Mike Summerbee, Francis Lee et Colin Bell. En dix ans, De Bruyne a disputé 421 matches, inscrit 108 buts et délivré 177 passes décisives pour les Citizens, et remporté 17 titres avec les Citizens, dont la Ligue des champions en 2023 et six fois la Premier League.

ARGENTINE

Le procès sur la mort de Maradona suspendu

Le procès sur la mort de l'idole du football argentin Diego Maradona a été suspendu mardi pour une semaine, à la suite de la mise en cause d'une des juges du tribunal par des parties qui la soupçonnent notamment d'avoir collaboré à la préparation d'un documentaire. Coup de théâtre dans un procès à San Isidro (nord de Buenos Aires) qui avance péniblement depuis début mars, à raison de deux audiences par semaine, la suspension a été prononcée à la suite de demandes de récusation en matinée de la juge Julieta Makintach, plaidées par deux avocats de la défense. La suspension a été appuyée par le procureur Patricio Ferrari, afin de «résoudre un problème qui semble apporter une gravité institutionnelle» à la procédure, a-t-il estimé. Le tribunal a résolu que l'audience reprenne le 27 mai, «délai raisonnable pour que des éléments soient apportés à l'affaire susdite» et communiqués à toutes les parties, a annoncé le juge présidant les débats, Maximiliano Savarino. Avant que la salle d'audience ne se vide, la juge Makintach a pris la parole brièvement, disant «comprendre l'anxiété de tous». «Mais je suis convaincue de mon impartialité, et je donnerai les

explications sur le sujet», a-t-elle poursuivi. Si un risque est perçu pour l'indépendance des débats, «peut-être que je me dessaisirai moi-même», a-t-elle ajouté.

Le procès juge depuis deux mois sept professionnels de santé - médecins, psychiatre, psychologue, infirmiers- accusés d'«homicide avec dol éventuel», caractérisé lorsqu'une personne commet une négligence tout en sachant qu'elle peut entraîner la mort.

REDÉMARRER À ZÉRO ?

Diego Maradona est décédé à 60 ans, le 25 novembre 2020, d'une crise cardio-respiratoire et d'un œdème pulmonaire, sur son lit d'une résidence privée de Tigre, près de San Isidro. Il y était en convalescence depuis deux semaines après une neurochirurgie, sans accroc, pour un hématome à la tête.

A ce jour, la décision d'une convalescence post-opératoire à domicile - contre l'avis de la clinique qui avait opéré - et le piètre niveau des soins et de l'équipement médical sur place, ont été au coeur du procès, mis en cause par divers témoignages. Mais seule une accusée, la psychiatre qui suivait Maradona, a été entendue, brièvement. Les accusés, qui

nient toute responsabilité dans le décès, encourrent de 8 à 25 ans de prison. Le procès est censé durer jusqu'en juillet, une échéance de plus en plus douteuse. Les demandes de récusation visant la juge Makintach portent sur son éventuelle collaboration à un documentaire en préparation sur l'affaire. Et notamment sur la question de savoir si la magistrate «a autorisé des gens à avoir une caméra au premier jour d'audience, alors que le tribunal interdisait l'accès de caméras», a plaidé Julio Rivas, l'un des avocats du Dr Leopoldo Luque, principal accusé.

«Ce n'est pas une mince affaire», a estimé le procureur Patricio Ferrari, appuyant la suspension, et considérant que si les faits étaient confirmés, «il est approprié de désigner une quatrième juge».

Une éventuelle récusation de la juge ouvrirait la porte à divers scénarios possibles. Parmi eux, un redémarrage du procès à zéro, ce que semblaient suggérer certains avocats mardi.

«Je ne verrais rien de mal au fait de recommencer à zéro», a indiqué Fernando Burlando, avocat des filles aînées de Maradona, à des journalistes à l'extérieur du tribunal.

PRESENTIT À L'AS ROME

L'agent de Klopp dément la «rumeur»

Jürgen Klopp va-t-il bientôt débarquer au Stadio Olimpico? Ce n'est pas certain. Le média italien La Stampa a annoncé lundi soir que l'AS Rome était proche d'enrôler le coach allemand pour remplacer Claudio Ranieri, revenu en début de saison afin d'aider son club de cœur. Mais Mark Kosisicke, l'agent de Klopp, a rapidement réagi à cette rumeur. En refroidissant tout le monde. «Cette information est fautive», a-t-il fait savoir au média qatari WinWin Sports. Depuis son départ de Liverpool l'été dernier, Jürgen Klopp occupe le poste de directeur du football de la galaxie Red Bull. Le technicien de 57 ans accompagne notamment l'évolution des clubs affiliés comme Leipzig, Leeds ou le Paris FC. L'ancien manager des Reds, qui avait exprimé son besoin de souffler au moment de quitter les bords de la Mersey, était d'ailleurs dans les tribunes de Charléty pour assister au dernier match de la saison du Paris FC face à Ajaccio, le 10 mai dernier (2-0). L'occasion de fêter la montée du deuxième club de la capitale en Ligue 1, avec un envahissement de terrain au coup de sifflet final et de nombreuses festivités. «C'est une réussite extraordinaire», a-il confié à TF1. «Celle du coach Stéphane Gilli et de l'équipe, j'adore la manière dont on s'est développé cette saison. Cette dernière rencontre ici, c'est un cadeau. C'est rare dans la vie d'un footballeur de pouvoir jouer un match qui est une célébration.»

IL NE SERAIT PAS HEUREUX DANS SON RÔLE DE DIRIGEANT

Le mois dernier, plusieurs médias madrilènes, catalans ou brésiliens ont relayé la possibilité de voir Jürgen Klopp s'engager avec le Real Madrid après la confirmation du départ de Carlo Ancelotti, devenu sélectionneur de la Seleçao. En laissant entendre qu'il n'était pas heureux dans son nouveau rôle de dirigeant. AS a même affirmé que Klopp était prêt à «écouter une proposition», alors que le nom de Xabi Alonso revient avec insistance dans la capitale espagnole, après son départ de Leverkusen. Le contrat de Jürgen Klopp avec Red Bull contiendrait une clause d'approche de la fédération allemande pour devenir le nouveau sélectionneur de l'Allemagne.

RC LENSE

Will Still vers Southampton

Will Still n'aura pas tardé à trouver nouvelle chaussure à son pied. Soixante-douze heures après avoir annoncé son départ du RC Lens à l'issue de cette saison, le technicien anglo-belge serait en passe d'atterrir sur le banc de Southampton, selon Sky Sports.

Lanterne rouge de Premier League et condamnés à la descente en Championship, les Saints auraient trouvé un accord verbal avec l'homme de 32 ans et finaliseraient l'opération. Southampton espère que Still pourra être nommé d'ici la fin de la semaine et être dans les tribunes pour le dernier match de PL du club, dimanche contre Arsenal (17h). Reste à savoir si le RC Lens va toucher quelque chose pour compenser le départ du coach, qui était contractuellement lié au club artésien jusqu'en 2027. Il a récemment décliné les Glasgow Rangers, et était également pisté par Hull City.

Mots Croisés

| | | | | | | | | |
|----|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | A | B | C | D | E | F | G | H |
| 1 | | | | | | | | |
| 2 | | | | | | | | |
| 3 | | | | | | | | |
| 4 | | | | ■ | | | ■ | |
| 5 | | | ■ | | | | | |
| 6 | | | | | | ■ | | |
| 7 | ■ | | | | | ■ | | ■ |
| 8 | | | | | | | | |
| 9 | | ■ | | | ■ | | | |
| 10 | | | | | | ■ | | |
| 11 | | | ■ | | | | | |
| 12 | | | | ■ | | | | |

VERTICALEMENT

- A. Des boutons servant de condiment. Raclai le fond.
- B. Patrimoine transmis. Sa pointe est parfumée.
- C. Entourage des pupilles. Préparation de la viande.
- D. Entrée de répertoire. Police parallèle.
- E. Flûtes de forme ovoïde. Un air d'Algérie.
- F. Un homme parfois isolé. Réfute. Elle est ronde au ciel.
- G. Au-dessus de. Être à l'écoute.
- H. Bois précieux. Faire avancer la barque.

HORizontalement

- 1. La dame de Shanghai.
- 2. Base pour amateurs de coucous.
- 3. L'école des premiers écrits.
- 4. Thymus de veau. Niveau de gamme.
- 5. Un mot qui en entraîne un autre. Attaquée à la base.
- 6. Symbole de Noël. Initiales pieuses.
- 7. Courtois.
- 8. Arbre à fleurs ou à fruits.
- 9. Actinium. La grande école.
- 10. Être en colère. Décimètre.
- 11. Le cri de qui a mal. Râpeux en bouche.
- 12. Sujet masculin. Freiner brutalement.

LES MOTS FLÉCHÉS

| | | | | | |
|----------------------------------|-----------------------------------|-----------------------------------|------------------------------------|--|--------------------------------------|
| PARODIE GRANDE CONFUSION | D'UNE DOUCEUR DE-LICIEUSE NOUS | ENROBAGE DE MAKI HAMEAU CRÉOLE | ABJECT ÇA S'ENTEND SUR LE COURT | ACARIEN NUISIBLE UNE TROTTE À LONDRES | ÉTERNEL, IL EST BONNES À RIEN |
| ANTI-DOULEUR | DÉSIRE | | | PETITE ALOUETTE DES BOIS | |
| CADEAU DE PER-VENCHE | ASSOM-BRIES | | | | |
| DÉCOL-ROÑNE | | | IL FAIT PARTIE DE L'EF-FECTIF | | MÈRE D'UN JEUNE PRINCE |
| ASSEZ SCARREUX | | | | | |
| CHEF DE TRAIN | | | | | L'ERBIUM AU LABO-RATOIRE |
| BASE DE BIEN DES RAGOUTS | | | | | BAIE D'HONSHU |
| | | | | | OU'IL EST FATIGANT D'ENTEN-DRE |
| BASE D'HYPO-THÈSE | | | | | ON SE FAIT DU SOUCI S'IL EST MAUVAIS |
| PRESCQUE À L'EST | | | | | |
| | | LA VILLE DU MÉMORIAL | DURETÉ DE TON | EN FAIT DES TAS | COM-MENCE LE PREMIER |
| | | POILS DE LA BÊTE | STRIE | MUSER OU RÔDER | ADVERBE |
| FALaise | | | | | |
| CŒUR D'HOMMES ET DE FEMMES | | | | | |
| | | RETABLIT L'ORDRE | | | |
| | | ÉCRIVAIN AMÉR-I-CAIN | | | |
| FOURRÉS PIQUANTS | | | | | |
| IL SERA BON À BÂTER | | | | | |
| | | | IL Y A DES POURRIS PARMi EUX | | |
| | | | | | |
| BALLON DESSAI OU ESSAI DE BALLON | | | | SA LONGUEUR DÉPEND DU TEMPS | |




SUDOKU

| | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 9 | | | 1 | 5 | | | | |
| 4 | 7 | | | | | | 6 | 5 |
| 6 | 1 | | 7 | | | 8 | 9 | 2 |
| 7 | | 2 | | | 4 | | | |
| | | 4 | 9 | 6 | 7 | 3 | | |
| | | | 3 | | | 7 | | 8 |
| 5 | 4 | 9 | | | 1 | | 3 | 7 |
| 2 | 8 | | | | | | 1 | 4 |
| | | | | 7 | 2 | | | 9 |

1 2 3 4 5 6 7 8 9

MOTS MÊLÉS

BARBUE CADUQUE CIBLE DEBUT DERAPE DOYEN ELFE ENJAMBEE FERROUTER
 FIFRE FJORD LIPIDE OISON OLIVE OPIUM OPTIQUE PATINOIRE PREDICTIF
 PROVINCE QUEL SUIVANT SURIMI SUTURER TABLEE YACHTING

| | | | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| E | P | A | R | E | D | E | N | D | D | F | F |
| G | E | A | E | U | U | O | E | O | I | E | I |
| N | E | S | T | Q | S | B | Y | F | V | C | T |
| I | B | E | U | I | U | E | R | I | T | N | C |
| T | M | D | O | T | N | E | L | A | A | I | I |
| H | A | I | R | P | U | O | L | V | B | V | D |
| C | J | P | R | O | I | R | I | L | L | O | E |
| A | N | I | E | U | J | U | E | R | E | R | R |
| Y | E | L | F | E | S | F | M | R | E | P | P |

CONCOURS NATIONAL DE LECTURE FRANTZ FANON

L'AARC prolonge le délai de participation jusqu'au 30 juin

Face à l'engouement suscité par le concours national de lecture Frantz Fanon, l'Agence algérienne pour le rayonnement culturel (AARC) a annoncé, mardi 21 mai, la prolongation du délai de dépôt des candidatures jusqu'au 30 juin 2025.

Cette décision, précisée dans un communiqué officiel, intervient alors que la forte affluence des demandes coïncide avec la période des examens secondaires et universitaires, rendant l'accès à l'initiative plus contraint pour certains jeunes.

Porté par le ministère de la Culture et des Arts, ce concours s'inscrit dans une politique publique visant à ancrer durablement la lecture chez les jeunes générations algériennes. Il se veut également un hommage à Frantz Fanon, figure intellectuelle et militante majeure du combat anticolonial, dont l'œuvre continue de nourrir les consciences critiques. À travers cette initiative, les organisateurs espèrent « stimuler » une lecture active de sa pensée et de ses écrits, et susciter une appropriation éclairée de ses engagements. Le concours s'adresse à tous les jeunes Algériens âgés de 18 à 35 ans. Il repose sur la lecture d'ouvrages de Frantz Fanon dans l'une des trois langues proposées, arabe, français ou anglais. Les œuvres seront communiquées progressivement, et chaque candidat devra produire un résumé argumenté de sa lecture. La première sélection portera sur L'An V de la révolution algérienne, un texte fondamental publié en 1959, dans lequel Fanon ausculte les transformations sociales, culturelles et psychiques induites par la guerre d'indépendance algérienne. Pour accompagner les participants, l'AARC met à disposition trois liens de téléchargement du livre en versions numérique arabe, anglaise et française. La première étape de sélection se basera exclusivement



sur le résumé de cette œuvre. Les candidats souhaitant participer doivent consulter le règlement officiel via ce lien : https://drive.google.com/file/d/1ISG_OC0y6HQvwG-jSfZxl31neVpeHT9ef/view?usp=sharing. Ils sont invités à le signer et à le retourner avant le 30 juin 2025 à l'adresse électronique suivante :

fanon.lecture@gmail.com.

Le dossier de participation devra comporter, dans un fichier séparé, le nom et prénom du candidat, sa date et son lieu de naissance, son adresse postale, son numéro de téléphone ainsi qu'une copie de sa carte d'identité nationale. Le règlement du concours signé et certifié devra impérativement accom-

pagner cette fiche. L'AARC annonce également qu'une journée d'étude viendra clôturer ce concours, assortie d'une cérémonie officielle de remise de prix. Un rendez-vous symbolique, qui fera écho à l'héritage fanonien et à son actualité dans les débats contemporains sur la décolonisation des savoirs et des imaginaires.

Rédaction

SOUK AHRAS Ouverture de la 11^e édition du Festival national de la musique andalouse

La onzième édition du Festival culturel national de la musique andalouse s'est ouverte mardi soir à la maison de la culture Tahar Ouettar de Souk Ahras avec un concert animé, devant une assistance nombreuse composée de familles, par une pléiade d'artistes dont la star a été Salim Fergani.

Fergani a excellé par l'interprétation d'un cocktail de chansons puisé dans le patrimoine musical constantinois, laissant ensuite la scène au talentueux artiste, Abderrachid Segueni, également de Constantine.

La première soirée du festival dédié au savant Ahmed Chihab-Eddine Ettifachi, a mis à l'honneur le folklore des Aïssaoua interprété par plusieurs troupes de Souk Ahras qui ont plongé le public dans une atmosphère spirituelle au rythme de "Koumou Sebhoul Allah" et de "Ya achikine Rassoul Allah".

Dans une allocution lue à l'occasion, au nom du ministre de la Culture et des Arts, le directeur général de l'Opéra d'Alger "Boualem Bessaïh, Abdelkader Bouazzara, a souligné que le choix de Souk Ahras pour la tenue de cette édition traduit la démarche du ministère d'ancrer l'action culturelle et l'engagement du secteur à soutenir les manifestations culturelles. De son côté, le commissaire du festival, Benthabet Mohamed Derbani, a indiqué que l'organisation à Souk Ahras du festival "relance la vie culturelle dans la région et consolide la présence de la musique andalouse dans les milieux juvéniles". Le festival verra, cinq jours durant, l'organisation à la maison de la culture de concerts à animer par 18 artistes représentant les wilayas de Souk Ahras, d'Annaba, de Tlemcen, de Skikda, de Constantine et de Mila. Deux soirées de proximité seront en outre organisées à la salle Kateb Yacine de Sedrata dans le cadre du rapprochement de l'animation culturelle du public de cette commune.

À Alger, le premier Forum national des jeunes éditeurs met le livre au cœur des priorités culturelles

Samy Terki

Le Palais de la culture Moufidi Zakaria à Alger a accueilli, mardi 21 mai, l'ouverture du premier Forum national des jeunes éditeurs, une initiative placée sous l'égide du ministère de la Culture et des Arts. Cette rencontre vise à structurer, professionnaliser et dynamiser une filière en pleine mutation, tout en soutenant une génération d'éditeurs qui peine encore à se frayer un chemin dans l'écosystème du livre en Algérie. Dans un message lu en son nom par Mohamed Sidi Moussa, chef de cabinet, le ministre Zouhir Ballalou a affirmé que ce forum s'inscrit dans un contexte de « dynamique soutenue » que connaît le secteur culturel, en particulier dans le domaine de

l'édition. Le ministre a insisté sur l'importance stratégique accordée à la promotion de la lecture publique et au renforcement de la chaîne du livre, en amont comme en aval, de l'édition à la distribution. Selon lui, le ministère s'emploie à généraliser l'implantation d'espaces dédiés à la lecture sur l'ensemble du territoire national, tout en posant les fondations réglementaires d'un secteur structuré. L'objectif est d'offrir aux jeunes éditeurs un cadre clair, incitatif, et apte à favoriser leur créativité. Cette volonté s'accompagne, a-t-il précisé, d'un soutien actif aux initiatives locales, nationales et internationales dans le domaine du livre. Le forum a été marqué par l'intervention de Tidjani Tama, directeur central du livre au

sein du ministère, qui a présenté un état des lieux législatif du secteur. Il a évoqué une série de textes de lois et de décrets exécutifs encadrant l'édition et l'industrie du livre, appelant les jeunes éditeurs à se les approprier pour mieux comprendre les droits et obligations qui régissent leur activité. Parallèlement aux débats, un salon professionnel a réuni plus de 30 maisons d'édition issues de différentes wilayas du pays. Ce salon a permis à de jeunes acteurs du secteur de présenter leurs catalogues, d'échanger avec les institutions présentes et d'explorer de potentielles coopérations.

Les ateliers et conférences ont abordé plusieurs « thématiques » actuelles, les défis de l'édition à l'ère du numérique, les méca-



nismes de soutien public au livre, ou encore le rôle de l'Entreprise nationale des arts graphiques (ENAG) dans la promotion et la protection des œuvres littéraires. Ce forum marque une étape importante pour une « filière » souvent délaissée et peu professionnalisée, bien que centrale dans toute stratégie

culturelle nationale. En accompagnant les jeunes éditeurs, l'État cherche à redonner au livre la place qui lui revient dans le paysage culturel algérien, tout en ouvrant des perspectives d'innovation dans un monde éditorial en pleine mutation.

S. T.

16



● Alger 20°
● Ouargla 21°
● Oran 19°
● Constantine 19°

| | | | | |
|----------------|---------------|--------------|------------------|---------------|
| FADJR 03:53 | DOHR 12:45 | ASR 16:35 | MAGHREB 19:56 | ISHA 21:31 |
|----------------|---------------|--------------|------------------|---------------|

EN CHARGE DES AFFAIRES POLITIQUES ET DES
RELATIONS AVEC LA JEUNESSE

ZOHEIR BOUAMAMA, NOMMÉ CONSEILLER AUPRÈS DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE,

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a signé, hier, un décret présidentiel portant nomination de M. Zoheir Bouamama, conseiller auprès du président de la République, chargé des affaires politiques et des relations avec la jeunesse, la société civile et les partis politiques, indique un communiqué de la Présidence de la République.



L'EXPRESS

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION // JEUDI 22 MAI 2025 // N°1080 // PRIX 20 DA

SAÏD CHANEGRIHA EN VISITE DE TRAVAIL ET D'INSPECTION EN 3^e RÉGION MILITAIRE :

« Protéger la sécurité et les intérêts suprêmes du pays »

Le général d'armée Saïd Chanegriha, ministre délégué auprès du ministre de la Défense nationale, Chef d'État-major de l'Armée nationale populaire, a entamé, hier, une visite de travail et d'inspection en 3^e Région militaire.

Chanegriha a commencé sa visite en compagnie du Commandant de la 3^e Région militaire, le général-major Nacereddine Fodhil, au niveau du secteur opérationnel Sud-Tindouf, où il a prononcé une allocution axée sur la préparation des soldats au combat. « Le professionnalisme du combattant, lors des guerres, a toujours été un facteur décisif et un critère important pour mesurer la disponibilité des forces et leur capacité à assumer pleinement les missions assignées, de même que les performances individuelles, la discipline et la capacité d'adaptation aux conditions changeantes de la bataille sont des qualités nécessaires pour mener le corps de bataille à la victoire », a déclaré le chef d'état-major de l'armée algérienne, rapporte un communiqué du ministère de la Défense nationale. « C'est dans ce cadre que s'inscrit l'intérêt particulier que nous accordons à l'exécution des exercices tactiques, de différents niveaux et échelons, en ce que ces derniers sont une épreuve réelle, tant pour l'appareil de formation, qui constitue le creuset où se forment les compétences, que pour la préparation au combat qui



vient en appoint pour renforcer l'expérience et le professionnalisme des personnels, et accroître leurs aptitudes à maîtriser les différents matériels et systèmes d'armes mis à disposition. », a-t-il ajouté. Saïd Chan-

griha n'a pas manqué de signaler que le commandement de l'ANP veille à ce que « les progrès réalisés dans tous les aspects du métier des armes, au niveau de l'ensemble des composantes de nos Forces armées, sont en parfaite correspondance avec les efforts consentis, et les moyens matériels et ressources humaines mobilisés, ainsi qu'avec les ambitieux objectifs arrêtés notamment en ce qui concerne la réunion des éléments de puissance militaire, à même de nous permettre de défendre la patrie et les citoyens, de sauvegarder notre souveraineté nationale sacrée et de protéger la sécurité et les intérêts suprêmes de notre pays ». Le général d'armée Saïd Chanegriha, ajoute la même source, a procédé à la pose de la première pierre du projet de réalisation d'un hôpital militaire d'une capacité de 240 lits, à Hassi Ammar, à Tindouf.

M.M

AUTOMOBILE

STELLANTIS EL DJAZAÏR SIGNE 4 ACCORDS AVEC DES FOURNISSEURS LOCAUX DE COMPOSANTS

Le groupe Stellantis El Djaïzaïr a signé, mercredi, quatre nouvelles lettres d'intention de partenariat avec des sous-traitants locaux pour la fourniture de pièces et de composants automobiles pour son usine Fiat de Tafraoui (Oran), a indiqué ce groupe dans un communiqué. Ces accords, sous forme de lettres d'intention, concernent les sous-traitants Martur pour la fabrication de sièges automobiles, Puresm pour la production de systèmes d'échappement, Silverton en tant que fournisseur de hauts parleurs et le sous-traitant Sigit-ACS pour produire de pièces plastiques, selon le communiqué, précisant que Stellantis disposera désormais de 12 fournisseurs sous-traitants locaux de pièces et de composants automobiles pour l'usine Fiat de Tafraoui. Dans ce contexte, le constructeur a souligné qu'il entend "favoriser l'émergence d'un tissu local de fournisseurs capable de couvrir, à terme, plus de 30 % du contenu des véhicules produits à Tafraoui et d'établir en Algérie le premier écosystème automobile intégré". La 2^e édition de la Convention internationale des fournisseurs a réuni plus de 200 participants, dont plus de 75 sociétés du secteur automobile, fournisseurs nationaux et internationaux.

ANP : 3 TERRORISTES ÉLIMINÉS ET 53 NARCOTRAFIQUANTS ARRÊTÉS

Au cours de la semaine allant du 15 au 20 mai, les détachements de l'armée ont réussi à abattre trois terroristes et à saisir un important lot d'armes et de munitions, a indiqué le ministère de la Défense dans un communiqué rendu public hier. « Dans le cadre de la lutte antiterroriste, des détachements de l'Armée nationale populaire ont abattu à Khenchela et à Ain Defla trois (3) terroristes et récupéré quatre (4) pistolets mitrailleurs de type Kalachnikov, un

(1) pistolet semi-automatique de type Simonov, une quantité de munitions et d'autres effets, tandis que d'autres détachements de l'Armée nationale populaire ont arrêté (10) éléments de soutien aux groupes terroristes, dans différentes opérations à travers le territoire national », a indiqué le communiqué du MDN. La même source a fait savoir par ailleurs que des détachements combinés de l'ANP ont intercepté, en coordination avec les diffé-

rents services de sécurité, 53 narcotrafiquants et mis en échec des tentatives d'introduction de 2 quintaux et 4 kilogrammes de kif traité provenant des frontières avec le Maroc, alors que 30,40 kilogrammes de cocaïne et 175 830 comprimés psychotropes ont été saisis, lors d'opérations exécutées à travers les Régions militaires. À Tamanrasset, Bordj Badji Mokhtar, In Salah, In Guezzam et à Djanet, des détachements de l'Armée nationale populaire ont

arrêté 139 individus et saisi 25 véhicules et autre matériel utilisé dans l'orpaillage illégal. Par ailleurs, les Garde-côtes ont mis en échec des tentatives d'émigration clandestine et procédé au sauvetage de 65 individus à bord d'embarcations de construction artisanale, alors que 299 immigrants clandestins de différentes nationalités ont été arrêtés, a annoncé le MDN.

M.M

A JÉNINE : DES DIPLOMATES EUROPÉENS VISÉS, VIVES TENSIONS AVEC L'ENTITÉ SIONISTE

Par : Aïda Mouni

Les réactions européennes se sont multipliées mercredi après que des tirs israéliens ont visé un convoi diplomatique dans le camp de Jénine, au nord de la Cisjordanie occupée. Le convoi, composé de véhicules officiels transportant des diplomates de plusieurs pays européens, a été la cible de tirs de sommation de la part de l'armée d'occupation israélienne. En Italie, le ministre des Affaires étrangères, Antonio Tajani, a dénoncé des « menaces inacceptables » et demandé des « clarifications immédiates » à Tel-Aviv. Il a convoqué l'ambassadeur israélien à Rome pour s'expliquer sur cet incident. La France a également réagi en convoquant l'ambassadeur israélien en poste à Paris. Le chef de la diplomatie française, Jean-Noël Barrot, a déclaré qu'un diplomate français faisait partie du convoi visé et

a qualifié l'incident d'« inacceptable ». Il a assuré le soutien total de la France à ses représentants sur le terrain. L'Espagne a indiqué qu'un diplomate espagnol était présent dans le convoi mais qu'il allait bien. Le ministère espagnol des Affaires étrangères a condamné l'incident et annoncé une coordination en cours avec d'autres pays européens pour définir une réponse commune. En Belgique, la ministre des Affaires étrangères, Hadja Lahbib, a exigé des « explications convaincantes » et précisé que le diplomate belge concerné se portait bien. Elle a souligné que le convoi diplomatique était composé d'une vingtaine de véhicules clairement identifiables. L'Allemagne a également condamné ces tirs, les qualifiant d'« injustifiés », et a demandé des éclaircissements urgents à l'entité sioniste. Du côté de l'Union européenne, la cheffe de la diplomatie, Kaja Kallas, a dénoncé un « acte inacceptable » et rappelé

que la sécurité des diplomates devait être garantie. Elle a appelé l'entité sioniste à ouvrir une enquête et à identifier les responsables. Le ministre irlandais des Affaires étrangères, Simon Harris, s'est dit « choqué » par cette attaque qui a, selon lui, mis en danger deux diplomates irlandais.

La Norvège a également réagi par la voix de son vice-ministre des Affaires étrangères, Andreas Kravik, qui a rappelé que les diplomates doivent bénéficier d'une protection et que leur immunité doit être respectée. L'incident s'est produit lors d'une visite organisée par le ministère palestinien des Affaires étrangères. Cette visite avait pour but de montrer aux délégations étrangères la situation actuelle dans le camp de Jénine, régulièrement visé par des opérations militaires israéliennes ces derniers mois.

A.M.